

**Diagnostic agricole dans le cadre
de l'élaboration du PLU
de Serraval**

Pôle Territoires - Aménagement

Mars 2012

Sommaire

1. CARACTERISATION DE L'AGRICULTURE DE LA COMMUNE.....	6
1.1 CARACTERISATION DE LA COMMUNE	6
1.2 LE SCOT FIER ARAVIS	6
1.3 LE PAYS DE THONES : UN ENVIRONNEMENT PLUTOT FAVORABLE MALGRE DES INTERROGATIONS SUR LA VALORISATION DES PRODUITS	6
1.3.1 <i>Serraval est situé dans un secteur au dynamisme agricole assez exceptionnel pour une zone de haute montagne</i>	6
1.3.2 <i>Une filière « fromages fermiers » historique, organisée et basée sur des fromages sous signe officiel de qualité</i>	7
1.3.3 <i>Mais des difficultés de commercialisation récurrentes depuis 2003 qui ont conduit la CCVT à soutenir l'agriculture au travers d'un PER</i>	8
1.4 CARACTERISATION DU DYNAMISME DES EXPLOITATIONS DE LA COMMUNE	10
1.4.1 <i>Des exploitations nombreuses et pérennes</i>	11
1.4.2 <i>L'évolution du nombre d'agriculteurs suit celui des exploitations agricoles</i>	12
1.4.3 <i>La présence de formes sociétaires</i>	13
1.5 PRODUCTION ET VALORISATION	13
1.5.1 <i>Une agriculture marquée par l'élevage laitier, la transformation du lait à la ferme et commercialisant sous signe de qualité</i>	13
1.5.2 <i>La transformation à la ferme en fromages sous signe de qualité</i>	14
1.5.3 <i>La valorisation des produits</i>	14
1.6 L'AGRICULTURE : UNE ACTIVITE QUI S'EXERCE AU-DELA DES LIMITES COMMUNALES	15
1.7 SITUATION REGLEMENTAIRE DES EXPLOITATIONS	16
1.8 NIVEAU D'ENTRETIEN DE LA COMMUNE	16
1.9 SYNTHESE DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE	16
2. DES ESPACES AGRICOLES A ENJEUX	18
2.1 L'AGRICULTURE A BESOIN DE SURFACES : OCCUPATION DE L'ESPACE ET EVOLUTIONS	18
2.1.1 <i>Le contexte pédo-climatique pousse à une agriculture d'élevage</i>	18
2.1.2 <i>Des surfaces en herbe importantes comme support pour les AOC/IGP, l'autonomie et les épandages</i>	19
2.1.3 <i>L'importance des terrains à fort potentiel de production</i>	19
2.1.4 <i>Les surfaces d'épandage des exploitations agricoles</i>	19
2.1.5 <i>Les obligations liées aux surfaces</i>	20
2.2 UNE ACTIVITE AGRICOLE QUI NECESSITE DES SITES ADAPTES ET FONCTIONNELS	20
2.2.1 <i>Distances au tiers le plus proche et conditions d'exploitation</i>	20

2.2.2	<i>Angles d'ouvertures et circulations (engins et troupeaux)</i>	21
2.2.3	<i>Synthèse sur la situation des exploitations et perspectives d'évolution</i>	22
2.3	LES CRITERES DE CARACTERISATIONS DES ENJEUX AGRICOLES	23
2.3.1	<i>La proximité des sièges et des bâtiments d'élevage</i>	23
2.3.2	<i>Une majorité de terres de qualité moyenne à médiocre</i>	24
2.3.3	<i>Les tènements et leur taille</i>	26
2.3.4	<i>La hiérarchisation des surfaces à enjeux agricoles</i>	27
3.	LES ORIENTATIONS EN MATIERE D'AMENAGEMENT	28
3.1	L'ESPACE AGRICOLE : UNE RESSOURCE PRECIEUSE ET FRAGILE QUI SE RAREFIE	28
3.1.1	<i>La place de l'agriculture dans un territoire</i>	28
3.1.2	<i>Une certaine pression foncière dans la commune</i>	28
3.2	L'AGRICULTURE DANS NOS TERRITOIRES : DES ASPECTS MULTIFONCTIONNELS	29
3.2.1	<i>Le rôle économique de l'agriculture</i>	29
3.2.2	<i>Une place fondamentale pour le cadre de vie et les paysages</i>	30
3.2.3	<i>L'agriculture participe aux continuités écologiques (continuum)</i>	31
3.2.4	<i>L'agriculture entretient une dynamique sociale dans les territoires</i>	32
3.3	LES SIEGES D'EXPLOITATIONS A SERRAVAL	33
3.4	COMMENT PRESERVER L'AGRICULTURE ?	40
3.4.1	<i>Prendre en compte les sites d'implantation des exploitations agricoles</i>	40
3.4.2	<i>Faciliter les pratiques agricoles</i>	40
3.4.3	<i>Protéger les espaces agricoles et donner les moyens à l'activité de se développer</i>	45
3.4.4	<i>Des outils spécifiques</i>	46
3.4.5	<i>Organiser les dessertes et prendre en compte les circulations agricoles</i>	46
3.5	LES ELEMENTS DE SYNTHESE	47
4.	TABLE DES ANNEXES	48

Introduction

La commune de Serraval s'étend sur une superficie de 1 973 hectares (19,73 km²). Son chef-lieu est situé à 750 mètres d'altitude. L'agriculture est bien répartie dans le territoire communal et est à dominante d'élevage.

Serraval comptait 584 habitants en 2008, en forte augmentation depuis 1999, avec 100 habitants en plus.

Ainsi, la commune se situe dans un contexte montagnard fortement marqué. A 10 km de Thônes et de Faverges et à 34 km d'Annecy, la commune de SERRAVAL est intégrée à la partie sud du massif des Aravis.

Le Conseil Municipal a confié la réalisation du diagnostic agricole à la Chambre d'Agriculture Savoie – Mont-Blanc, dans le cadre de la phase d'étude du PLU. La commune est incluse dans le périmètre du SCoT Fier-Aravis.

Le présent rapport s'articule en trois parties : dans une première partie, nous présenterons un état des lieux socio-économique de l'agriculture de Serraval, au sein du Pays de Thônes. Dans une seconde partie, nous détaillerons les enjeux agricoles puis, dans une dernière partie, les préconisations en termes d'aménagements.

Tableau des sigles

AFA	Association Foncière Autorisée
AFP	Association Foncière Pastorale
AOP	Appellation d'Origine Protégée
ARS	Agence Régionale de Santé
CCVT	Communauté de Communes des Vallées de Thônes
CDCEA	Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles
CEE	Communauté Economique Européenne
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDPP	Direction Départementale de la Protection de la Population
DDSV	Direction Départementale des Services Vétérinaires
DOG	Document d'Orientations Générales
DPU	Droit à Paiement Unique
EA	Exploitation Agricole
EARL	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
ENE	Engagement National pour l'Environnement
ETP	Equivalent Temps Plein
GAEC	Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
ha	hectare(s)
ICHN	Indemnité de Compensation des Handicaps Naturels
ICPE	Installation Classée Pour l'Environnement
INAO	Institut National des Appellations d'Origine
INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
IGP	Indication Géographique Protégée
OAP	Orientations d'Aménagement et de Programmation
PAC	Politique Agricole Commune
PENAP	Périmètre de protection des Espaces Naturels et Agricoles Périurbains
PER	Pôle d'Excellence Rurale
PHAE	Prime Herbagère Agro-Environnementale
PLU	Plan Local d'Urbanisme
RGA	Recensement Général Agricole
RSD	Règlement Sanitaire Départemental
SAU	Surface Agricole Utile
SCEA	Société Civile d'Exploitation Agricole
SCoT	Schéma de Cohérence Territorial
SMI	Surface Minimum à l'Installation
UGB	Unité de Gros Bétail
VL	Vache Laitière
ZAP	Zone Agricole Protégée

1. Caractérisation de l'agriculture de la commune

1.1 Caractérisation de la commune

Serraval est dans une zone de montagne. La commune est située au sud de Thônes et au nord de Faverges. Elle s'inscrit en vallée, elle-même orientée vers celle de la Chaise, du nom du cours d'eau qui coule de Faverges à Ugine.

Serraval est donc orienté sur le bassin versant de l'Isère, via l'Arly, à l'inverse de la majeure partie des communes du Pays de Thônes.

Son territoire est à l'écart des grandes agglomérations mais dispose d'une évolution démographique positive.

1.2 Le SCoT Fier Aravis

La commune de Serraval est dans le périmètre du SCoT Fier Aravis, approuvé le 24 octobre 2011. Une cartographie des espaces agricoles stratégiques a été élaborée. Il existe des prescriptions visant également la protection des bâtiments d'exploitation.

Le PLU de Serraval devra être compatible avec ses orientations.

Le présent diagnostic agricole s'inscrit dans les réflexions du projet de PLU. Il vient donc affiner l'analyse agricole à l'échelle communale, notamment par la protection des sièges d'exploitation.

→ Voir la carte des espaces agricoles stratégiques ci-après (reprise de la carte du SCoT).

1.3 Le Pays de Thônes : un environnement plutôt favorable malgré des interrogations sur la valorisation des produits

1.3.1 Serraval est situé dans un secteur au dynamisme agricole assez exceptionnel pour une zone de haute montagne

D'un point de vue agricole, géographiquement et historiquement, Serraval est à rattacher au Pays de Thônes, secteur situé en zone de montagne difficile et qui peut malgré tout afficher des statistiques dignes d'une agriculture d'un territoire de plaine.

Avec moins de 5% des communes du département, le Pays de Thônes représente près 10% de l'agriculture du département : 10% des exploitations, 10% des actifs agricoles, 10% des vaches laitières et 10% du lait produit. Il produit aussi la moitié du quota fermier du département de Haute-Savoie.

On y compte, en 2011, 189 exploitations agricoles soit plus de 14 exploitations en moyenne par communes. Et contrairement aux d'autres secteurs de montagne, la Payse de Thônes présente très peu de double activité : seulement 5% des exploitations n'ont pas au moins un actif à temps plein. Ainsi la plupart des exploitations recensées sont des exploitations qui permettent de faire vivre au moins une famille sans autre source de revenu.

Cette agriculture a très bien résisté à l'exode rural : elle n'a perdu que 4 % de ses exploitations professionnelles entre 1979 et 2000 contre plus de 30 % pour l'ensemble du département de la Haute-Savoie.

Avec environ 27,5 millions de litres de lait de vache produits et 17 exploitations en lait de chèvres et brebis, on peut estimer le chiffre d'affaire annuel de l'agriculture du Pays de Thônes avoisine les 30 millions d'Euros, soit une valeur de même grandeur que le chiffre d'affaire des remontées mécaniques.

Le nombre d'installations aidées et de plans de modernisation des exploitations est équivalent au secteur de l'Albanais qui compte presque le double d'exploitations.

Les revenus des exploitations laitières, pendant de nombreuses années plutôt au-dessus de la moyenne départementale, ont permis leur modernisation : plus de 90% des bâtiments sont jugés très fonctionnels et disposent d'un lactoduc avec transfert direct du lait en fabrication, de l'évacuation mécanisée des effluents et d'une griffe à fourrage ; la quasi-totalité des ateliers de transformation du lait, en alpage comme en vallée, dispose d'un agrément CEE ; le secteur a bénéficié de programme de mise au normes aussi bien pour les effluents d'élevages que pour les effluents de fabrication.

1.3.2 Une filière « fromages fermiers » historique, organisée et basée sur des fromages sous signe officiel de qualité

L'agriculture du pays de Thônes doit son dynamisme :

➤ **A la transformation généralisée du lait à la ferme :**

Sur le Pays de Thônes, la fabrication du fromage fait, depuis toujours, partie des savoir-faire des éleveurs.

Aujourd'hui, seulement 3% du lait est livré ; tout le reste, soit environ 26,5 millions de litres, est transformé directement sur la ferme où il a été produit. L'alpage, qui rendait difficile le regroupement du lait, explique, certainement en partie, le maintien de cette pratique et l'échec des quelques tentatives de fruitières.

La fabrication apporte une valeur ajoutée importante : on obtient une valorisation de l'ordre de 0,78 € par litre de lait transformé en reblochon, quand elle est de 0,45 € par litre de lait à reblochon vendu à un industriel et de 0,32 € par litre de lait standard (moyenne nationale).

A noter que ces données tarifaires évoluent et ne sont pas stables. Les grandes lignes sont toutefois respectées.

➤ **Au succès de son fromage emblématique, le reblochon**

Le reblochon de Savoie, appellation d'origine (AOC devenue AOP) reconnue depuis 1958, est resté, jusqu'au début des années 1980, le fromage fermier emblématique du Pays de Thônes et ce bien que la zone d'appellation ait été d'emblée beaucoup plus étendue. C'est la première réforme de la PAC qui, en provoquant le développement de la production d'emmental dans l'Ouest de la France, va faire chuter la production d'emmental dans les fruitières savoyardes au profit de la transformation en reblochon. Les industriels laitiers vont faire le développement de ce fromage qui présente l'avantage d'avoir un bon rendement fromager, d'avoir une durée d'affinage courte et d'être considéré comme un produit haut de gamme associé à la montagne et au ski.

D'une production annuelle, en 1980, de 7 000 tonnes d'un reblochon majoritairement fermier et produit sur le Pays de Thônes, on va passer, en 2000, à une production de 17 000 tonnes d'un reblochon majoritairement produit en laiterie et hors du Pays de Thônes.

Pour autant, le reblochon fermier est lui toujours produit essentiellement sur le Pays de Thônes par une agriculture qui produit surtout du reblochon fermier puisque c'est la production principale de près de 95% des exploitations laitières.

➤ **A une organisation commerciale efficace**

Le reblochon fermier dispose d'une filière de commercialisation historique, situation tout à fait remarquable en production fermière : les agriculteurs vendent leurs fromages aux affineurs qui terminent l'affinage et assurent la commercialisation. Cette filière a ainsi permis une diffusion importante du produit et le maintien en amont d'un grand nombre d'exploitations.

Cette filière s'est aujourd'hui beaucoup concentrée et extériorisée : on compte deux gros opérateurs, la Coopérative d'Affinage de Thônes et Lactalis, qui font près des 2/3 de la commercialisation du Reblochon fermier.

1.3.3 Mais des difficultés de commercialisation récurrentes depuis 2003 qui ont conduit la CCVT à soutenir l'agriculture au travers d'un PER

Jusqu'en 2003, le reblochon fermier, comme l'ensemble des filières laitières savoyardes, va bénéficier d'une conjonction de facteurs très favorables (mise en place des quotas laitiers, forte demande sur les produits savoyards...) et comme nous l'avons vu plus haut la production va pouvoir augmenter de façon importante avec une très bonne valorisation.

Mais la réforme de la PAC de 2003, associée à une baisse de la consommation de fromage, va impacter fortement ces filières en créant des concurrences nouvelles. Le Reblochon de Savoie va alors connaître des difficultés de commercialisation récurrentes notamment au printemps, ces difficultés étant encore accentuées en Reblochon fermier. Les mesures de régulations de la production de printemps, qui vont être prises, se traduisent par une baisse significative de la production de Reblochon fermier que les producteurs vont essayer de compenser par d'autres fabrications (tomme, abondance) en vente directe. Le Reblochon fermier ne représente aujourd'hui que 15 à 20% de la production totale de reblochon et a beaucoup de mal à affirmer ses spécificités et sa supériorité.

En conséquence, si on ne peut pas réellement parler de crise grave, les producteurs fermiers du secteur Fier Aravis voient leur revenu diminuer de façon significative, avec des prix d'intrants en hausse et des prix de vente des fromages qui en monnaie courante n'ont pas varié depuis 10 ans.

C'est ce qui a motivé la candidature de la Communauté de Communes des Vallées de Thônes (CCVT) à l'appel à projet Pôle d'Excellence Rurale (PER) :

Les responsables agricoles ayant pris conscience que les questions de valorisation des produits agricoles ne relevaient plus seulement des filières, mais qu'un travail à l'échelle du Pays de Thônes pouvait être efficace à condition qu'il soit conduit en commun avec les autres fromages fermiers et avec l'ensemble des acteurs.

De leur côté, les élus étaient convaincus de la nécessité de soutenir l'agriculture au regard de son utilité pour le territoire : activité économique à part entière, l'agriculture participe à l'équilibre du territoire ; mais au-delà, elle constitue aussi une véritable ressource qui participe à la qualité de vie des habitants et de façon induite à l'attractivité touristique ; elle est un facteur essentiel de l'identité du territoire grâce à ses caractéristiques (des petites exploitations nombreuses, avec des pratiques traditionnelles, une transformation artisanale du lait à la ferme et l'utilisation des alpages pour la production laitière...) ; elle est aussi un facteur essentiel de la qualité des paysages et de la biodiversité, en entretenant plus de 16 000 ha de prairies naturelles extensives dont près de 12 000 sont situés dans le domaine pastoral.

Le PER fait en effet un pari de développement territorial en cherchant à ajouter aux stratégies de promotion purement sectorielles ou de filière - les fromages d'un côté et le tourisme de l'autre – une stratégie de développement économique global et de marketing territorial, qui mobilisera un grand nombre de partenaires locaux publics ou privés.

Il s'agit de valoriser la ressource territoriale pour donner plus de visibilité aux fromages fermiers du territoire et développer leur consommation :

- ❖ En créant un lien évident entre les fromages fermiers, les aménités du territoire et les particularités de son agriculture. Le PER recherche ce qu'Amédée MOLLARD et Bernard PECQUEUR (Chercheurs INRA et Université Grenoble) ont pu observer de façon plus ou moins aboutie dans d'autres territoires et appellent la rente de qualité territoriale, c'est à dire le consentement à payer un produit ou un service plus cher parce qu'il vient d'un territoire auquel on attribue des qualités particulières et le panier de biens et services, c'est-à-dire un ensemble de produits et services que les consommateurs associent à un territoire et qu'ils achètent de façon coordonnée.
- ❖ En profitant de la fréquentation touristique et de la disponibilité des visiteurs pour faire découvrir les produits et expliquer leurs spécificités.

1.4 Caractérisation du dynamisme des exploitations de la commune

Les données chiffrées de la commune sont regroupées dans un tableau qui met en parallèle le Pays de Thônes et les exploitations ayant leur siège sur SERRAVAL.

Il est recommandé de prendre les calculs de pourcentage sur la commune avec précaution ; en effet chaque exploitation dispose d'un poids important (plus de 5%) et peut faire varier les pourcentage de façon significative. Les données diffusées sont celles des exploitations agricoles professionnelles.

Tableau 1 : les chiffres de l'agriculture de Serraval, en comparaison de ceux du Pays de Thônes

	Pays de Thônes	Serraval
Nombre d'exploitations	189	18
Nombre d'actifs	455	36
Equivalents temps-plein	380	33
Double activité	11,6 %	22 % - 4 EA
Exploitations individuelles ou sociétés mari-épouse (sur exploitation avec activité agricole à titre principal)	75,0 %	66 % - 12nEA
Sociétés (hors mari-épouse)	25,0 %	33 – 6 EA
Nombre d'exploitations d'élevage	182	17
Nombre d'exploitations bovins-lait Production principale	137	10
Nombre d'exploitations caprins ovins lait Production principale	17	3
Nombre de vaches	5 500	472
Nombre de chèvres	1 700	326
Nombre de brebis	1 700	360
Quota laitier	27 500 000 L	2 432 000 L
Transformation à la ferme	95%	100,0 % (13/13)
Pérennité	80,0 %	95,0 % (17/18)
Bâtiments modernisés	85,0 %	90,0 % (15)
Bâtiments aux distances réglementaires	40,0 %	37,0 % (6/13)
Surface moyenne des exploitations	46 ha	60 ha
SAU totale	10 800 ha	1 074 ha
SAU vallée	4 500 ha	522 ha
SAU alpage	6 300 ha	553 ha
Exploitations avec alpages laitier	99 (64,0 %)	8/13 (62,0 %)
Elevage des génisses	0,24 par VL ¹	0,62 par VL
Production de foin	47 % des EA ² produisent plus de 50 % du foin	63 % produisent plus de 50 % du foin (10 EA)

¹ VL : Vaches Laitières.

² EA : Exploitations Agricoles.

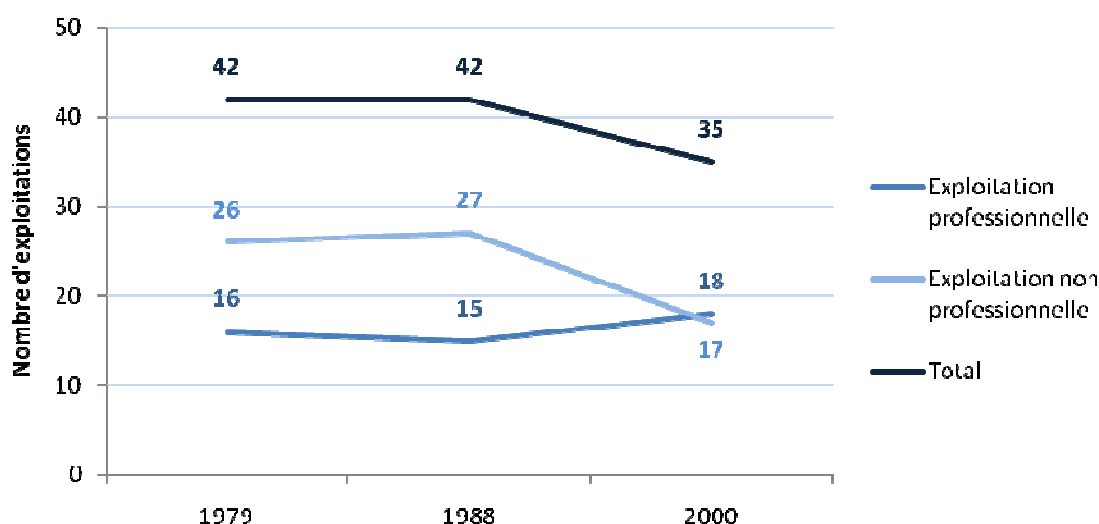
1.4.1 Des exploitations nombreuses et pérennes

Une exploitation est professionnelle si elle travaille un minimum de $\frac{1}{2}$ SMI³ (classification pour zones de montagne).

Serraval est l'une des plus importantes communes agricoles du Pays de Thônes : avec 18 sites d'exploitations, elle se situe au-dessus de la moyenne du périmètre de la CCVT (un peu supérieur à 14 exploitations par communes), certes derrière Le-Grand-Bornand (45 exploitations), La Clusaz et Manigod (entre 22 et 28 exploitations) mais au même niveau que Thônes.

Ci-dessous le graphique de l'évolution du nombre d'exploitations agricoles en ce qui concerne la commune de Serraval, entre 1979 et 2000.

Graphique 1 : Evolution du nombre d'exploitation au sens du RGA entre 1979 et 2000 :



A Serraval comme sur l'ensemble du Pays de Thônes, on constate que **le nombre d'exploitations professionnelles est resté stable** (légère baisse de 4%) entre 1979 et 2000 ; alors qu'il baissait de plus de 30% sur le département. Autre évolution surprenante, le nombre de chefs d'exploitation à temps complet a augmenté de 41%, alors qu'il a baissé de 18% sur l'ensemble du département ; elle traduit une spécialisation des agriculteurs alors qu'en zone touristique, on aurait pu envisager un maintien de la pluriactivité. Ces chiffres traduisent encore une fois le dynamisme de l'agriculture qui a pu, grâce à la transformation du lait à la ferme et à la valorisation qu'elle apporte, conserver des troupeaux de taille moyenne (il

³ SMI : Surface Minimum d'Installation : 16 hectares en montagne (1/2 SMI = 8 ha).

faut moins de lait pour un même revenu) et limiter l'agrandissement des surfaces (la forte valorisation permettant d'acheter du foin plutôt que de le produire en totalité).

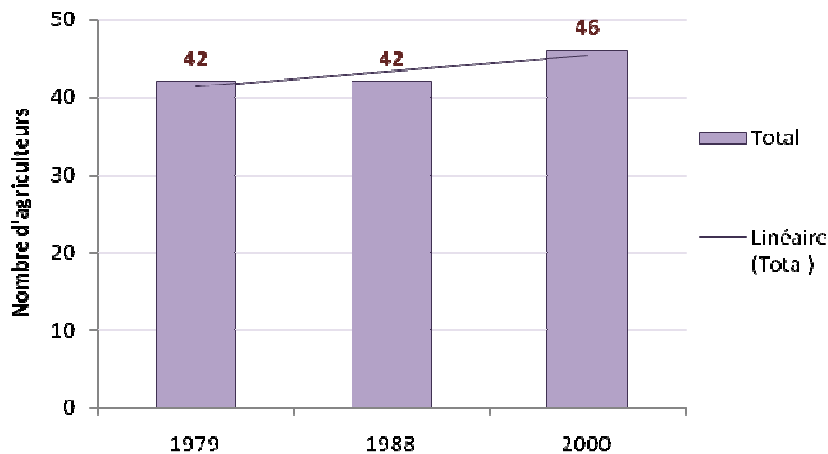
Les exploitations professionnelles de Serraval sont pérennes. En effet, dans les 5 prochaines années, aucune exploitation n'est considérée, avec les informations dont nous disposons à ce jour, comme étant sans avenir. Seule une exploitation a une pérennité incertaine (site peu propice et pas de repreneur connu pour ce site).

L'avenir des exploitations agricoles est assuré à Serraval. Cela renforce la place que tient l'agriculture dans la commune et l'attention qu'il conviendra de porter autour des sièges d'exploitation dans le cadre de l'élaboration du PLU.

1.4.2 L'évolution du nombre d'agriculteurs suit celui des exploitations agricoles

Le nombre d'exploitants agricoles est stable voire en légère augmentation entre 1979 et 2000 à Serraval (données du RGA 1979, 1988 et 2000).

Graphique 2 : Evolution du nombre d'exploitants agricoles entre 1979 et 2012



Aujourd'hui, le diagnostic agricole comptabilise 33 exploitants dont l'âge se répartit dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : la répartition des des exploitations agricoles de Serraval en fonction de leur classe d'âge

Classe d'âge	Nombre
Moins de 40 ans	9
Entre 40 et 54 ans	13
55 ans et plus	11
Total	33

A noter que 11 exploitants ont plus de 55 ans.

1.4.3 La présence de formes sociétaires

Les formes sociétaires, GAEC (groupement d'exploitation en commun), EARL (...), SCEA, sont de plus en plus courantes en agriculture. Elles correspondent à une volonté de regrouper des moyens de productions (ressources humaines, surfaces, bâtiments...) et d'intégrer des associés non-familiaux. A Serraval, comme sur l'ensemble du Pays de Thônes, le nombre important de sociétés (10 sur 18 et même 10 sur 14 dans la mesure où les exploitation en double activité son souvent des exploitations individuelles), cache une réalité un peu différente avec un nombre important de sociétés mari et femme qui permettent aux épouses travaillant sur l'exploitation d'avoir un véritable statut. Ainsi à Serraval, les 2/3 des exploitations sont des exploitations individuelles (dont certaine avec un conjoint-collaborateur) ou des sociétés mari-femme.

1.5 Production et valorisation

1.5.1 Une agriculture marquée par l'élevage laitier, la transformation du lait à la ferme et commercialisant sous signe de qualité

L'agriculture de Serraval est dominante d'élevage laitier.

Tableau 3 : Répartition des exploitations en fonction de leur production principale

Type de production	Nombre de fermes
Bovins lait	10
Bovins viande	1
Ovins	2
Caprins	3
Pensions génisses	1
Vente foin	1

Les exploitations sont très majoritairement orientées vers l'élevage bovin laitier pour la production de reblochon (majoritairement) et de tomme de Savoie. A noter qu'il existe 3 exploitations caprines en production de lait, qu'elles commercialisent en partie pour l'AOC chevrotin. Les exploitations en vente de foin pratiquent également la pension de génisses et inversement (2 exploitations en vente de foin ET pension génisses).

Des exploitations peuvent donc avoir plusieurs productions.

1.5.2 La transformation à la ferme en fromages sous signe de qualité

Comme on l'a vu plus haut la transformation du lait à la ferme est l'une des grandes spécificités de l'agriculture du Pays de Thônes et Serraval est sur ce point tout à fait caractéristique : toutes les exploitations laitières de Serraval, vaches ou chèvres transforment leur lait à la ferme.

Toutes les exploitations fabriquent un fromage sous signe de qualité : 9 transforment une grande majorité du lait en AOP Reblochon fermier de Savoie, 1 transforme tout en IGP Tomme de Savoie et les trois exploitations caprines font le l'AOP Chevrotin. La transformation est néanmoins assez diversifiée : la plupart des exploitations qui font du Reblochon font aussi un peu de tomme fermière pour utiliser les excédents de lait de printemps et diversifier leur gamme pour la vente en circuits courts. Deux des exploitations caprine ont des transformations assez diverses et ajoutent au chevrotin des fromages lactiques, de la tomme de chèvre et du sérac.

Particularité à souligner pour Serraval : 3 exploitations sont en agriculture biologiques. Proportion tout à fait importante puisque ces trois exploitations représente la moitié des exploitations en agriculture du Pays de Thônes.

1.5.3 La valorisation des produits

Comme nous l'avons vu plus haut la transformation à la ferme permet une valorisation du lait intéressante. Cette valorisation est très variable d'une exploitation à l'autre ; en plus des facteurs de maîtrise technique et donc de la qualité, elle est fonction du fromage fabriqué mais aussi du mode de commercialisation et notamment de la part vendue en circuits courts (vente directe au consommateur ou vente à un opérateur qui vend au consommateur. A Serraval, comme sur le Pays de Thônes, la vente se fait majoritairement et de façon traditionnelle par les affineurs privés ou Coopérative de Thônes. Là aussi les situations sont diverses : 4 exploitations commercialisent l'essentiel de leur productions par les affineurs, 3 commercialisent surtout en circuits courts et les autres sont sur des proportions intermédiaires.

1.6 L'agriculture : une activité qui s'exerce au-delà des limites communales

Le tableau ci-dessous récapitule les surfaces exploitées par les exploitations de Serraval et les surfaces exploitées par les exploitations extérieures exploitant des surfaces dans la commune.

Tableau 4 : les surfaces des exploitations de Serraval et les surfaces exploitées dans la commune

Exploitations de SERRAVAL <i>(17 exploitations)</i>	
Surface totale des exploitations	1 074 ha
Dont surface hors alpage	522 ha
Dont surface alpage	552 ha
Surfaces exploitées sur SERRAVAL	503 ha
Surfaces de vallée exploitées sur SERRAVAL	363 ha
Surfaces d'alpage exploitées sur SERRAVAL	140 ha
Surfaces exploitées en dehors de SERRAVAL	571 ha
Dont surface hors alpages	161 ha
Dont surfaces alpages	410 ha
Exploitations extérieures à SERRAVAL <i>(7 exploitations)</i>	
Surface totale des exploitations	500 ha
Surface hors alpage	212 ha
Surface alpage	288 ha
Surfaces exploitées sur SERRAVAL	212 ha
Surfaces de vallée exploitées sur SERRAVAL	28 ha
Surfaces d'alpage exploitées sur SERRAVAL	184 ha
Ensemble <i>(26 exploitations)</i>	
Surface totale des exploitations	1 574 ha
Surface hors alpage	734 ha
Surface alpage	840 ha
Surfaces exploitées sur SERRAVAL	715 ha
Surfaces de vallée exploitées sur SERRAVAL	391 ha
Surfaces d'alpage exploitées sur SERRAVAL	324 ha

7 exploitations agricoles extérieures à la commune travaillent des terres à Serraval. De même, celles de Serraval travaillent également des surfaces ailleurs.

Il s'agit, aujourd'hui, d'une situation très fréquente. Cette situation vaut également pour les alpages.

A noter que le travail des terres et des alpages est très fluctuant et change d'utilisateur assez fréquemment.

1.7 Situation réglementaire des exploitations

Les exploitations agricoles **d'élevage** sont soumises à diverses réglementations dont celles sanitaires. Elle est particulièrement complexe mais importante à prendre en compte dans le cadre du projet de PLU (voir partie 2.2.1 pour les enjeux).

Les exploitations à Serraval sont soumises à deux types de réglementation : l'une, le Règlement Sanitaire Départemental (RSD) et, l'autre, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Dans les cartes, les indications sont données dans l'intitulé des exploitations, sous les lettres suivantes :

- ❖ R : exploitation soumise au RSD,
- ❖ D : exploitation soumise au régime des ICPE, à déclaration.

A Serraval, toutes les fermes sont d'élevage. Parmi elles, 6 sont répertoriées au titre des ICPE et toutes soumises à déclaration. Les 12 autres sont donc soumises au RSD. Cela donne une indication sur l'importance des cheptels en place (classement opéré en fonction du type et du nombre d'animaux). Celle-ci est toutefois très relative à Serraval et dans nos régions, par rapport à la taille des troupeaux. Nous ne sommes pas devant des systèmes de productions intensifs.

1.8 Niveau d'entretien de la commune

La commune de Serraval est, à l'image du Pays de Thônes, du fait d'une bonne répartition des exploitations agricoles sur le territoire, particulièrement bien entretenue, grâce à des bâtiments d'élevage bien répartis sur l'ensemble du territoire.

Compte-tenu d'une topographie accidentée, elle est bien entretenue. Mais cela n'exclut pas les enfriements ou les embroussailllements.

1.9 Synthèse des principales caractéristiques de l'agriculture

La commune s'inscrit en zone de montagne, dans le Pays de Thônes, où l'agriculture est très dynamique. A l'échelle du pays, la filière fromagère est depuis longtemps structurée. Les AOP jouent un rôle important dans la valorisation des productions fromagères.

L'agriculture de la commune compte de nombreux sièges d'exploitations dont l'évolution est stable. Celle du nombre d'agriculteurs également.

A Serraval, les exploitations agricoles sont d'élevage et transforment leur lait à la ferme. Elles sont nombreuses à être juridiquement sous formes sociétaires.

L'agriculture a une dimension intercommunale. Des exploitations agricoles travaillent des terres à Serraval et celles de la commune font de même ailleurs.

2. Des espaces agricoles à enjeux

2.1 L'agriculture a besoin de surfaces : occupation de l'espace et évolutions

2.1.1 Le contexte pédo-climatique pousse à une agriculture d'élevage

Pour approcher cette notion de surfaces agricoles, nous sommes partis des cartes de l'occupation du territoire réalisées par le Conseil Général grâce à une interprétation des photos aériennes et qui repèrent les « tâches » urbaines, agricoles et naturelles. Pour Serraval, la carte a été corrigée avec notre connaissance du terrain : une ferme avec l'ensemble de ses bâtiments avaient été, par exemple, considérée comme un hameau et intégrée à la tâche urbaine. Nous avons ensuite calculé la surface de chacune des tâches et la part de territoire qu'elles représentaient.

La surface agricole ainsi calculée est en fait la surface des secteurs ruraux de la commune et est, bien sûr, supérieure à la SAU, surface agricole effective, puisqu'elle comprend les haies, chemins, routes et habitats isolés. Néanmoins cette valeur est à ce jour la plus juste pour être utilisée en comparaison et en rapport avec les tâches urbaines et naturelles

Tableau 5 : Occupation comparée du sol sur la commune de SERRAVAL et sur le périmètre de la CCVT

	Surface totale	Tâche agricole	% tâche agricole	Tâche urbaine	% tâche urbaine	Tâche espaces naturels	% tâche espaces naturels
Serraval	1 973 ha	808 ha	42 %	34 ha	2 %	1 080 ha	56 %
TOTAL Pays de Thônes	36 700 ha	12 230 ha	33 %	1 496 ha	4 %	22 980 ha	63 %

Sources : Chambre d'Agriculture à partir des cartes « occupation de territoire » du Conseil Général 74

Au total, le tableau 5 indique 716 hectares de surfaces agricoles exploitées (507 exploitées par les fermes de la commune et 212 hectares par celles des communes voisines). Ce différentiel entre les 716 hectares du tableau 6 et les 808 du tableau 5 s'explique par l'imprécision de l'interprétation de la photo aérienne.

Le présent diagnostic agricole comptabilise, quant à lui, 235 hectares d'alpages.

Dans le Pays de Thônes, il est parfois difficile de différencier les alpages des terres de coteaux. Parfois, des chalets d'alpage se situent à même altitude que les sièges d'exploitation voire plus bas. Les chalets d'alpage sont au nombre de 8. Ils sont bien répartis sur l'ensemble du territoire communal.

En outre, les surfaces d'alpage sont complémentaires de celles de plaines et de coteaux. Par exemple, on estime que la perte d'un hectare en plaine se traduit par la perte de 3 à 5 ha en coteau et alpage. Le lien est logique car les alpages servent de pâture l'été.

Les alpages sont également des espaces multifonctionnels dans la mesure où ils accueillent des activités autres qu'agricoles l'été et l'hiver.

Les alpages sont donc les supports d'une activité agricole et doivent être considérés comme tel dans les documents d'urbanisme.

2.1.2 Des surfaces en herbe importantes comme support pour les AOC/IGP, l'autonomie et les épandages

Les productions agricoles sous signe de qualité sont exigeantes en surface. Les AOC imposent un taux de chargement en UGB⁴ par hectare de 1,4, c'est à dire que le troupeau ne doit pas compter plus de 14 vaches tous les 10 hectares de terrain.

En outre, il est obligatoire de faire pâturer le bétail un certain nombre de jours dans l'année (voir les annexes relatives aux AOC).

Les AOC contribuent au dynamisme de la commune. Cela est nécessaire dans un contexte topographique comme celui de Serraval (contraintes du site mais meilleure valorisation du prix du lait).

Les exploitations agricoles biologiques sont implantées à Serraval. Elles sont en phase avec les demandes sociétales.

2.1.3 L'importance des terrains à fort potentiel de production

L'ensemble des espaces agricoles est important pour les exploitations de la commune. Parmi eux cependant, on peut en distinguer trois types : ceux de plaine, ceux de coteau et ceux en alpage.

Plus encore, les parcelles de fauche sont très importantes. Elles permettent de constituer des réserves fourragères pour la saison hivernale. Leur rôle est déterminant dans la mesure où le cahier des charges de l'AOP Reblochon impose un seuil d'apport fourrager extérieur à ne dépasser.

2.1.4 Les surfaces d'épandage des exploitations agricoles

L'agriculture a besoin de surfaces pour épandre les effluents d'élevage. Les distances vis-à-vis des tiers sont contrôlées avec l'appui d'une réglementation très complexe.

Ces surfaces sont importantes à prendre en compte car elles contribuent à la fonctionnalité des exploitations agricoles.

⁴ UGB : Unité de Gros Bétail, soit une vache de 650 kg environs. Ce chargement est valable pour toute espèce animale d'élevage.

2.1.5 Les obligations liées aux surfaces

Les surfaces agricoles sont les supports de calculs des aides de la PAC. ON dénombre parmi ces aides les Droits à Paiement Unique (DPU), l'Indemnité de Compensation des Handicaps Naturels (ICHN), calculée en zone de montagne, pour compenser des handicaps naturels liés aux difficultés d'exploitations.

Les agriculteurs ont la possibilité de contractualiser une Prime Herbagère Agro-Environnementale (PHAE). Il s'agit d'engagements, basés sur le respect d'un cahier des charges, d'une durée de cinq ans.

Toute perte de surface concernée par une PHAE peut remettre en cause le bénéfice d'aide et entraîner des pénalités pour l'agriculteur.

Il n'existe peu de primes à l'abattage à Serraval (mais des aides de compensation au regard du prix du lait).

Ces aides sont liées à la Politique Agricole Commune (PAC). Elles sont conditionnées par son évolution. Sa révision prendra effet en 2014 (nouvelle PAC).

2.2 Une activité agricole qui nécessite des sites adaptés et fonctionnels

2.2.1 Distances au tiers le plus proche et conditions d'exploitation

La distance la plus proche d'exploitation par rapport aux tiers est importante à prendre en compte car elle conditionne le développement possible des bâtiments (extension notamment). Cela peut condamner des extensions de bâtiment.

Dans le tableau qui suit, seul le site principal a été retenu, en sachant que :

- ❖ Certaines exploitations disposent d'annexes ou de chalets d'alpage dans la commune,
- ❖ Des exploitations extérieures peuvent disposer d'annexes à Serraval ou de chalets d'alpage.

Les bâtiments sont tous localisés sur les cartes et sont mentionnés en fonction de leur typologie (stabulation, stockage...). A noter que l'habitation de(s) l'exploitant(s) n'est pas considérée comme tiers à l'exploitation agricole et que, par conséquent, elle n'est pas intégrée dans les statistiques du tableau qui suit.

Tableau 6 : les distances d'éloignement par rapport aux tiers pour les sites principaux d'exploitation à Serraval⁵

	Nombre
Moins de 50 mètres	7
Entre 50 et 100 mètres	4
Plus de 100 mètres	6
Total	18

Le nombre élevé de tiers à moins de 50 mètres ne signifie pas forcément que ceux-ci sont au cœur des villages. Par exemple, il arrive fréquemment qu'un retraité de l'agriculture habite encore à côté de son exploitation. Il est donc juridiquement considéré comme un tiers.

Photos 1 et 2 : des sièges d'exploitations plutôt à l'écart du bâti urbain



2.2.2 Angles d'ouvertures et circulations (engins et troupeaux)

A Serraval, toutes les exploitations ont un angle d'ouverture d'un minimum de 120°, considéré comme indispensable et minimal pour l'activité (sortie d'engins, des animaux, accès direct aux parcelles...).

Un accès est repéré comme étant difficile : celui des Plan du Villard. Les ruelles ne peuvent être empruntées par les machines et cela met en péril les possibilités d'exploitation d'un des parcellaires les plus intéressants de la commune (*voir parties 2.3.2 et 3.3*).

⁵ L'exploitation agricole a également besoin de dérogations.

Photos 3 et 4 : le hameau du Villard où sont recensées des difficultés d'accès et de circulation



2.2.3 Synthèse sur la situation des exploitations et perspectives d'évolution

En synthèse, nous pouvons dire que les sièges de l'exploitation de la commune sont globalement bien situés. Seule une ferme est incluse dans le bâti urbain. Elle est présente aux Villards (SERR11). Elle dispose de deux sites, tout deux contraints.

A Serraval, les bâtiments ne sont néanmoins pas enclavés et disposent d'angles d'ouvertures suffisants. Ils ne sont pas restreints dans leur développement malgré la présence proche de tiers⁶. De fait, globalement, les perspectives d'évolution des bâtiments sont bonnes dans la commune.

⁶ A la date du présent diagnostic. Les exploitations agricoles peuvent évoluer et se rapprocher des constructions. L'inverse existe également.

2.3 Les critères de caractérisations des enjeux agricoles

2.3.1 La proximité des sièges et des bâtiments d'élevage

L'éloignement des bâtiments d'élevage par rapport à l'urbanisation est un critère primordial pour définir l'importance des espaces agricoles. Les bâtiments d'élevage ont en effet besoin de disposer d'espaces de proximité. Ils ont une fonction essentielle dans les exploitations laitières où ils permettent le pâturage des animaux qui, rappelons-le, est une obligation du cahier des charges des AOP, notamment le Reblochon de Savoie et le Chevrotin, qui concernent la commune de Serraval. Ils sont également importants pour le fonctionnement de toutes les fermes parce que leur exploitation est moins coûteuse, qu'ils facilitent la circulation du matériel, qu'ils assurent souvent l'accès à d'autres tenements et enfin parce qu'en éloignant les tiers, ils limitent les nuisances inhérentes à l'activité agricole (bruits, odeurs...). Rappelons également que les bâtiments d'élevage sont soumis à des réglementations contraignantes de distances par rapport aux tiers et qu'une urbanisation qui s'approche d'un bâtiment agricole peut compromettre son évolution future.

A Serraval, en comparaison au Pays de Thônes, les bâtiments d'exploitation d'élevage sont plutôt bien éloignés de l'urbanisation mais moins pour les constructions isolées (qui peuvent gêner les évolutions, réglementairement, comme c'est le cas pour 11 d'entre elles). A noter que les constructions à proximité et réglementairement occupées par des tiers sont également le logement des parents, anciennement exploitants et aujourd'hui retraités.

A Serraval, les bâtiments agricoles sont bien répartis dans l'ensemble de la commune. La localisation des bâtiments d'élevage est importante car, dans la fonctionnalité des exploitations, les bêtes ont besoin de surfaces à proximité pour la pâture et la traite, notamment.

→ Voir carte des surfaces de proximité

2.3.2 Une majorité de terres de qualité moyenne à médiocre

La qualité agronomique des terres est appréciée en termes de potentiel de production et c'est la résultante de la profondeur de sol et de la possibilité de mécaniser les travaux (pente). On a ainsi distingué trois catégories de terres qui ont été reportées sur la carte de la qualité des terres :

Les terres de très bonne qualité : elles sont quasiment plates, plutôt profondes et ont souvent été labourées par le passé ou pourraient l'être ; ce sont les plus productives ;

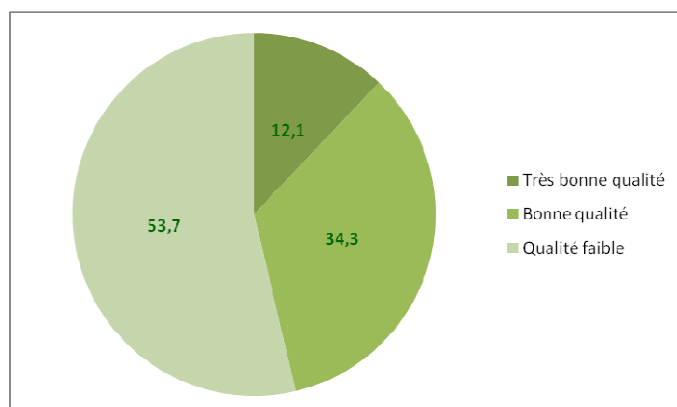
Les terres de bonne qualité : ce sont en général des prairies naturelles mécanisables, situées sur des sols sans excès d'eau ni trop séchants ; elles peuvent servir à la production de foin, sont productives, et faciles à entretenir ;

Les terres de qualité moyenne : ce sont soit des zones très humides soit des prairies difficilement mécanisables ou non mécanisable qui sont utilisés exclusivement en pâturages.

A noter que toute exploitation agricole doit pouvoir disposer de suffisamment de surface dans les deux premières catégories, au minimum pour récolter le foin pour l'hiver et pour assurer l'alimentation des vaches laitières aux besoins nutritifs élevés qui ne peuvent être satisfaits que par des fourrages riches, issus de ce type de parcelles. Au-delà de ces aspects techniques, il est évident que la qualité des terres est un facteur déterminant de la rentabilité en associant forte productivité des surfaces (quantité et qualité de foin ou herbe produite) et coût de production limité (temps passé, moindre sollicitation du matériel...).

Les graphiques suivant montrent le recensement des terres en fonction de leur qualité. Cette analyse est directement issue de la carte de la qualité des terres et répond aux critères précédemment définis.

Graphiques 3 : la part de l'évaluation de la qualité des terres à Serraval en fonction des surfaces agricoles communales (en pourcentage)



Ce calcul ne compte pas les surfaces en alpage. Les surfaces sont de 235 ha de qualité médiocre du fait de l'altitude.

Il est important de préserver les meilleures terres agricoles en termes de qualité. Les plus intéressantes sont situées dans la partie nord et au niveau des Villards (partie sud).

Photos 5 et 6 : des terres de bonne qualité pour la fauche à Serraval



Le Marais



Le Plan du Villard

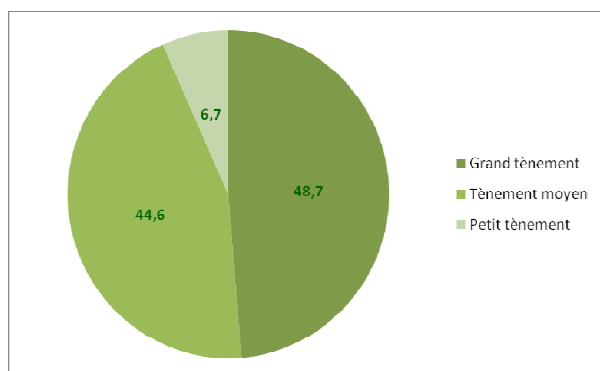
→ Voir carte sur la qualité des tènements agricoles

2.3.3 Les tènements et leur taille

L'activité agricole a besoin de grands espaces et d'isolement par rapport aux constructions de tiers. Ces grands espaces sont bien sûr plus faciles et moins coûteux à travailler. Ils limitent les nuisances de l'activité agricole envers les habitants des communes.

Ce sont aussi ces espaces qui permettent à l'agriculture d'évoluer et de s'adapter : extension et implantation de nouveaux bâtiments (création ou délocalisation), prise en compte des évolutions de la réglementation environnementale et vis à vis des résidents, restructuration des exploitations, gain de productivité, nouvelles productions...

Graphique 4 : la part de la hiérarchisation de la taille des terres à Serraval en fonction de leur surface (en pourcentage)



Ces espaces sont généralement ceux de coteaux mais Serraval compte encore de grands tènements utilisables pour la fauche et, qui plus est, présente des qualités agronomiques reconnues qu'il convient de protéger.

→ Voir carte sur la taille des tènements agricoles

2.3.4 La hiérarchisation des surfaces à enjeux agricoles

Les surfaces agricoles ont été hiérarchisées en fonction de leur importance. Celle-ci découle des trois critères précédemment analysés : les surfaces de proximité, la qualité et la taille des tènements.

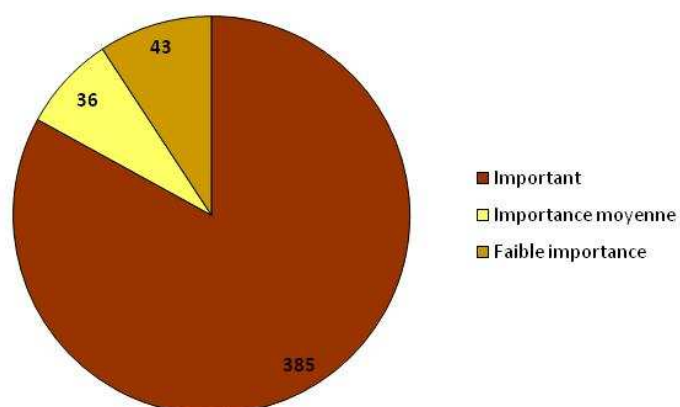
Ce dernier critère est prépondérant dans la définition des enjeux agricoles : toute parcelle de proximité est considérée comme étant à enjeux très forts dans la carte de synthèse.

Sans surprise, du fait de la bonne répartition des bâtiments agricoles, la majorité des surfaces sont à enjeux très importants (83 %, voir tableau 8).

Tableau 7 : la caractérisation des espaces agricoles en fonction de l'importance de leurs enjeux

Importance des surfaces agricoles	Surface en hectares	Part
Important	385	83 %
Importance forte	36	8 %
Importance moyenne	43	9 %
Total	464	100 %

Graphique 5 : les espaces agricoles à enjeux : synthèse de l'analyse et du croisement des critères (données exprimées en hectares)



→ Voir carte de synthèse

3. Les orientations en matière d'aménagement

3.1 L'espace agricole : une ressource précieuse et fragile qui se raréfie

3.1.1 La place de l'agriculture dans un territoire

L'espace agricole est intégré au territoire. Il y tient toute sa place, participe aux relations avec l'ensemble des composantes territoriales et a des effets directs et indirectes sur celles-ci.

Aujourd'hui, l'espace agricole est soumis à de nombreuses pressions, notamment dans une commune comme Serraval où la dynamique démographique est forte. Ces pressions viennent à la fois de :

- L'urbanisation directe et, plus généralement de l'artificialisation des sols (extensions de l'habitat, zones d'activités économiques, réseaux routiers, ferroviaires, aires de stationnement, jardins et parcs...),
- L'urbanisation indirecte, liée à la présence de la ville, avec notamment les axes de déviation, les bassins de rétention, les digues, dépôts de matériaux...
- Terrains agricoles occupés par des particuliers pour de l'agrément (notamment pour des chevaux),
- Terrains laissés en friche par les propriétaires, souvent dans l'attente d'une éventuelle constructibilité,
- La naturalisation des cours d'eaux, des lacs, qui nécessitent plus de surfaces, généralement occupées par l'agriculture,
- Les mesures de compensations diverses, dont celles écologiques, qui doivent permettre de retrouver les surfaces impactées, la plupart du temps au détriment des espaces agricoles,

A noter que, selon le type d'espace et de localisation, les pressions sont variables. En effet, plus les terrains sont à la périphérie des villes, villages et plus ils sont plats, plus la pression qui s'exercera sur eux sera importante. Par exemple, en montagne, il s'agit des terres en fond de vallée.

3.1.2 Une certaine pression foncière dans la commune

La commune de Serraval compte un grand nombre d'agriculteurs et bénéficie d'un cadre paysager attractif. Elle est située dans le massif des Aravis, convoité par les touristes et les promeneurs le week-end. A noter toutefois que la commune est à l'écart des flux touristiques les plus importants, situés sur le pôle la Clusaz – Saint-Jean-de-Sixt – Le Grand-Bornand.

La pression foncière se caractérise également par la valeur d'usage⁷ : il s'agit ici de la pression exercée du fait du dynamisme agricole de la commune. En effet, si les exploitations agricoles ne sont pas dans une logique d'agrandissement permanent, il n'en demeure pas moins que leur importance crée une certaine pression foncière dans la commune. Elle est renforcée par le fait que les exploitants ont des difficultés croissantes à retrouver des terres agricoles consommées par l'urbanisation. A noter aussi le problème d'usage des terres agricoles pour du loisir ou de l'élevage pour des particuliers, qui vient accentuer la pression.

3.2 L'agriculture dans nos territoires : des aspects multifonctionnels

L'agriculture, bien qu'étant une activité économique à part entière dans le territoire, est également multifonctionnelle. Directes ou indirectes, ces fonctions sont très variées et touchent à de nombreux aspects de notre vie quotidienne.

A Serraval, elle est fortement représentée dans le territoire, à la fois spatialement mais également traditionnellement. Elle fait partie de la culture locale.

3.2.1 Le rôle économique de l'agriculture

L'agriculture est avant tout une activité de production de denrées alimentaires, de plantes végétales et également de services, travaux, elle commercialise parfois directement ses produits... Elle crée directement des richesses pour le territoire, de part les emplois créés, à commencer par ceux des agriculteurs eux-mêmes et les membres de leur famille mais également par l'emploi de salariés sur l'exploitation (permanents et/ou occasionnels), ainsi que par les richesses produites par la vente des productions agricoles.

A Serraval, le revenu économique de l'agriculture est significatif. A l'échelle du Pays de Thônes, le chiffre d'affaire atteint 30 000 000 €, soit autant que celui des stations de ski des Aravis.

L'agriculture a également d'autres retombées indirectes (*voir partie 3.2.2*). Elle contribue à la valorisation de tout un territoire voire de toute une région. En effet, l'identité passe régulièrement par les produits, par ailleurs protégés par des appellations d'origines (*voir annexes*) et qui sont souvent vecteurs de communication pour toute une région, un pays...

Si la commune de Serraval dispose d'un alpage, celui-ci n'est pas occupé l'hiver par une station. Néanmoins, les passages de promeneurs sont fréquents. Serraval compte un restaurant en alpage.

⁷ Qui est toutefois liée aux conséquences de l'urbanisation sur les terres agricoles.

Photo 7 : des alpages support de l'activité agricole à Serraval, dans sa complémentarité avec le bas



Le Coteau ouest

3.2.2 Une place fondamentale pour le cadre de vie et les paysages

Les paysages de montagne attirent beaucoup de touristes, les promeneurs, les skieurs... En permettant leur ouverture, l'agriculture joue un rôle intéressant pour l'attractivité du territoire.

L'activité agricole produit des paysages du territoire. Il ne faut cependant jamais perdre de vue que les paysages ne sont pas immobiles. Ils sont en perpétuels mouvement et transformation. D'autre part, il est très important de rappeler qu'ils sont très subjectifs et que leur valeur ne dépend que du jugement des individus qui les observent.

Photos 8, 9 et 10 : des ouvertures paysagères entretenues grâce à l'activité agricole



Le Chef-lieu



Vers les sommets des Aravis

L'agriculture exploite des espaces. Elle permet d'ouvrir des vues lointaines vers les campagnes environnantes de Serraval (Aravis, Bauges).



Le Moulin de l'Hermite

3.2.3 L'agriculture participe aux continuités écologiques (continuum)

Les espaces agricoles, les champs, haies, canaux d'irrigation ou fossés de séparations, bosquets isolés, sont des réservoirs de biodiversité, à la fois au niveau de la flore et la faune. De même, une biodiversité spécifique se maintient dans ces parcelles, permettant d'en constituer un lieu de vie ou un lieu de transfert de populations comme les corridors écologiques (haies, larges espaces privés...).

Dans le contexte actuel de recomposition des corridors écologiques et de composition des trames vertes et bleues, les espaces agricoles ont à affirmer leur rôle dans ces constructions. En effet, ils contribuent à assurer les continuités écologiques, les coupures entre les secteurs bâtis, les voies vertes...

3.2.4 L'agriculture entretient une dynamique sociale dans les territoires

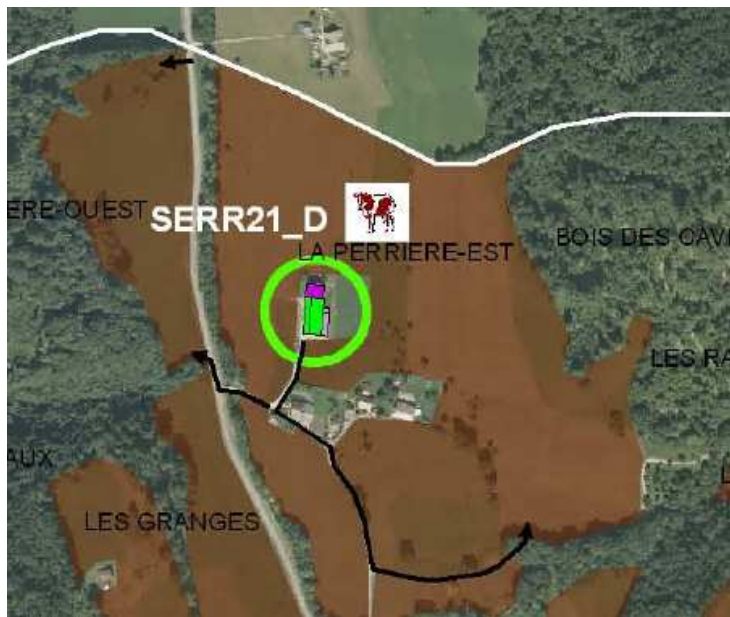
L'agriculture contribue au maintien d'une dynamique sociale au sein des communes. L'activité générée favorise un certain dynamisme, qui régit la vie des villages et participe à celles des communes périurbaines. Les structures liées renforcent cette présence dans le territoire, les coopératives centralisent les échanges et ouvrent parfois des points de vente.

De même, l'agriculture, notamment dans les espaces périurbains, contribue au développement de la vente directe. Que ce soit des productions arboricoles ou maraîchères, mais encore fromagères et laitières, les produits vendus se distinguent par leurs proximités et appellations éventuelles. Ils présentent une certaine qualité, notamment pour les produits. A Serraval, il s'agit surtout des fromages. La transformation fermière est forte dans le Pays de Thônes où environ 5 à 10% des fromages sont vendus en vente directe.

3.3 Les sièges d'exploitations à Serraval

Le nombre d'exploitations est de 18 à Serraval, auxquelles s'ajoutent 7 bâtiments ou ensemble de bâtiments en alpage (dont deux annexes de fermes de Manigod et Saint-Férréol).

► Le secteur de la Perrière⁸ :



Le bâtiment de ferme est bien en retrait du bourg (même si la distance de recul est de 100 mètres – exploitations soumise à déclaration –, n'est pas acquise). Les constructions sont purement fonctionnelles et destinées à l'activité agricole (élevage et plate-forme à fumier) et il n'y a pas maison d'habitation.

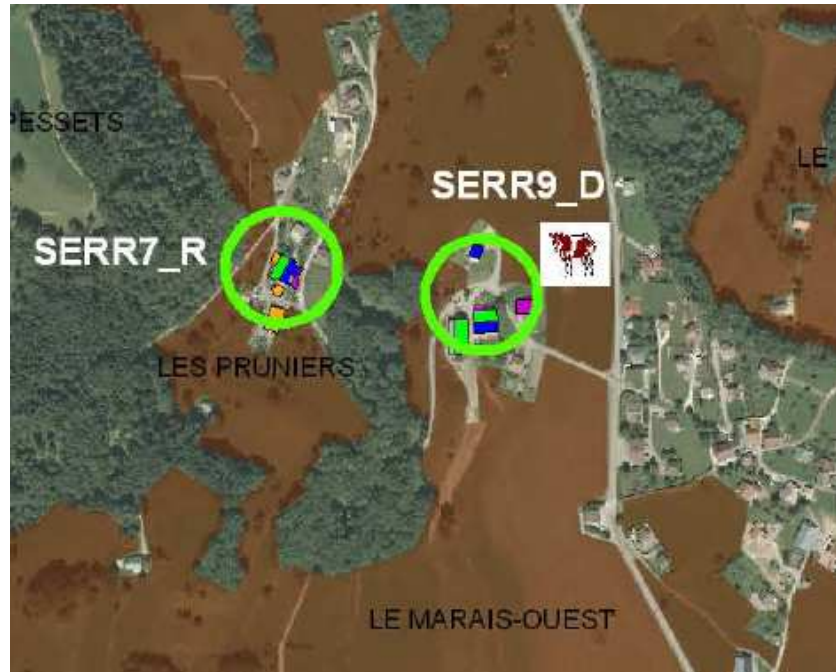
Les circulations traversent la RD12 et le hameau de Perrière. L'exploitation est bien dégagée des constructions. **Le secteur est à préserver ici.**

⁸ Les illustrations qui suivent sont prises sous fond de la carte de synthèse (voir carte ci-jointe au documents).

► Le secteur du Marais – Pruniers :

Ces deux exploitations présentent différents bâtiments (élevage, stockage fourrage et matériel, plate-forme fumier et même les habitations). L'une, SERR9, est un peu plus incluse dans le bâti urbain que l'autre. Il **est indispensable de maintenir des distances suffisantes avec les habitations pour assurer leur bon fonctionnement.**

De même, elles sont incluses dans un passage plus étroit, entre le nord et le sud du hameau du Marais, ce qui rend les conditions d'exploitation plus contraignantes.



► Le secteur de Lavanche :



Cette exploitation est isolée des hameaux et présente une forme traditionnelle au niveau de la répartition de ces bâtiments. Elle est spécialisée dans l'élevage de génisses et la culture de fourrages.

► Le secteur de Montobert :

Cette exploitation s'inscrit à la limite du hameau de Montobert et a son ouverture vers une petite parcelle qui donne directement dans les boisements. Aussi, son axe de développement se situera dans cette direction mais les terrains qu'elle serait la mieux à même de travailler se situent de l'autre côté, vers le nord. C'est pourquoi il est nécessaire de protéger les terres environnantes du village.

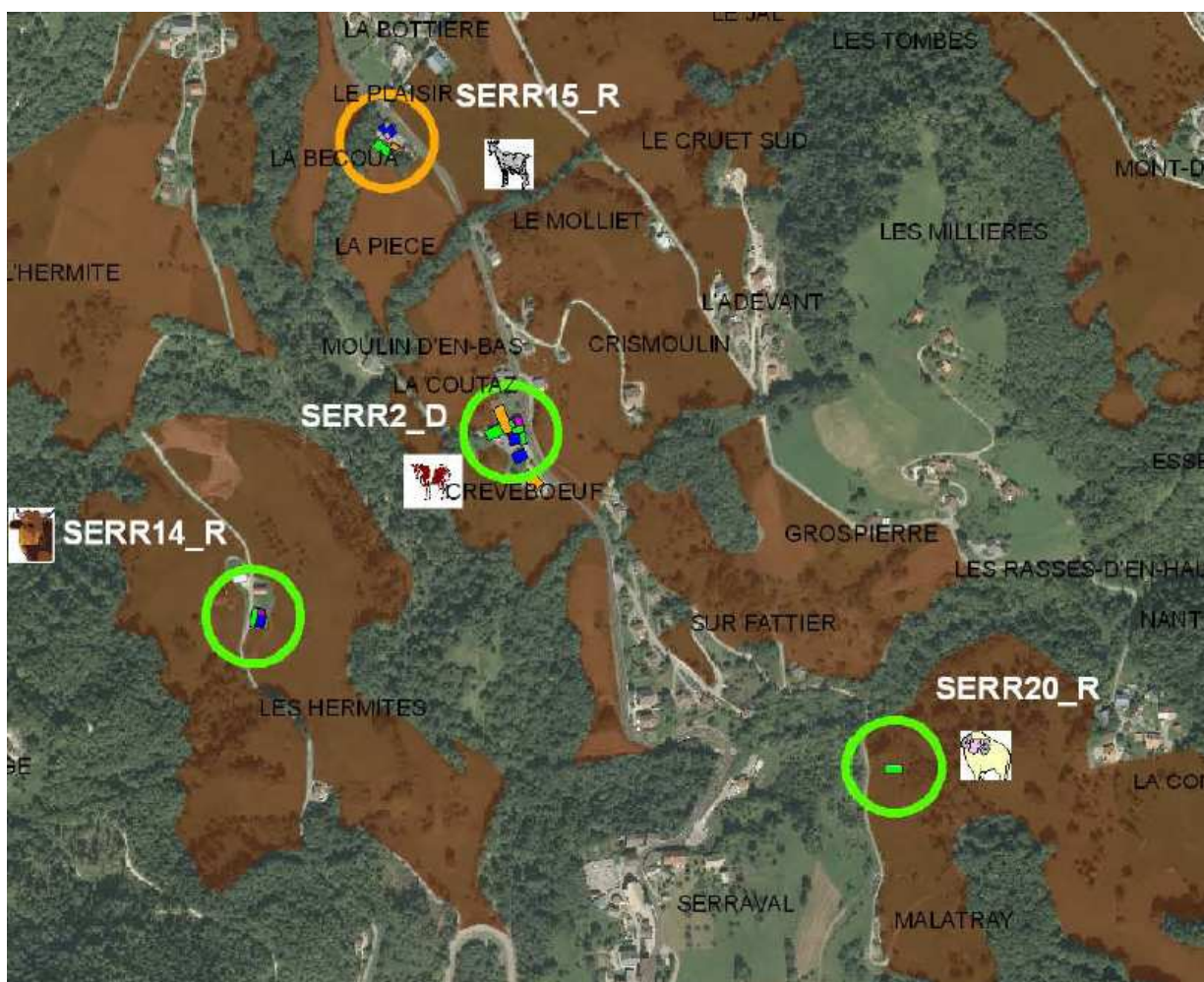


► Le secteur de Mont-Dessus :



Le hameau de Mont-Devant est suffisamment éloigné de cette exploitation, qui est concerné par la proximité de constructions directement en amont de son site, à Mont-Dessus. Ses abords doivent être préservés.

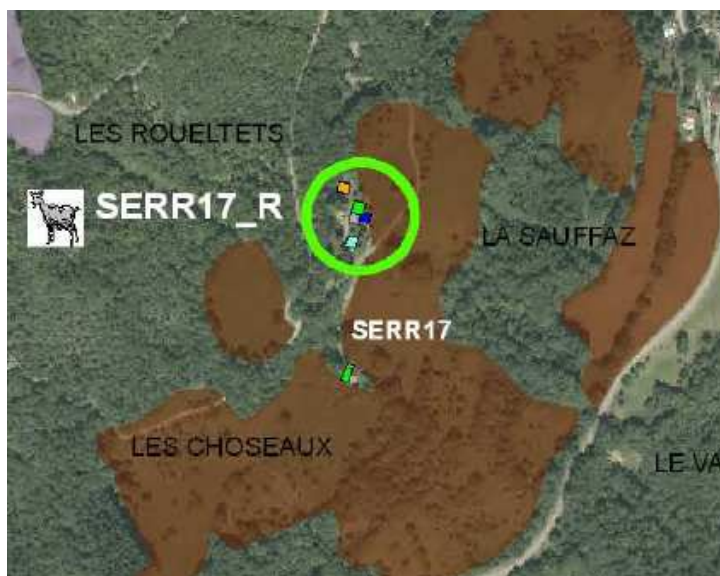
► Les secteurs du chef-lieu et de la Bottière :



Sur ces secteurs sont implantées 4 exploitations, à l'écart des villages de Serraval et de la Bottière, ce qui présente un avantage certain, surtout dans ces secteurs centraux de la commune. A noter que l'exploitation, SERR2, est de taille importante, présente de nombreux bâtiments et nécessite la préservation de ces principales surfaces d'exploitation.

Les terres à proximité immédiate des deux exploitations centrales seront à préserver, y compris pour celle dont le devenir est incertain, dans la mesure où les bâtiments ou le site peuvent être repris.

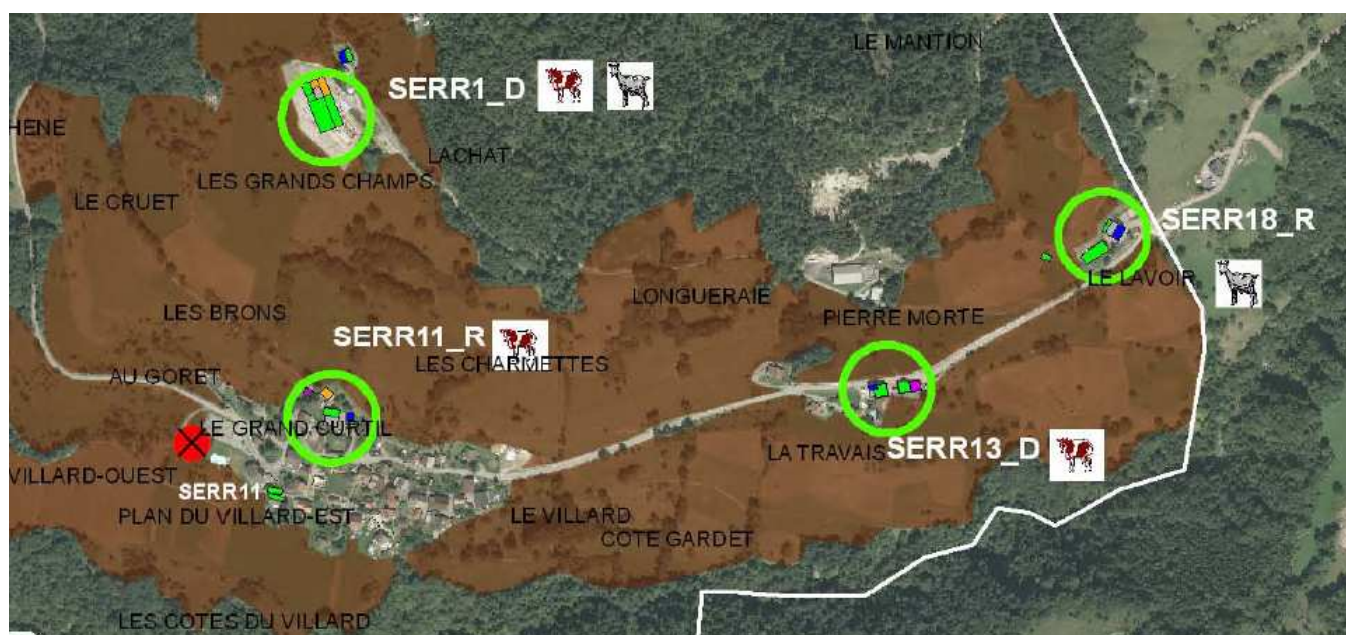
► Le secteur de la Sauffaz :



L'exploitation est bien isolée du bâti. Elle présente une annexe d'élevage et donc éligible aux distances de réciprocité à une centaine de mètres au sud.

Les terres à proximité immédiate sont à préserver.

► Le secteur sud - Villards :



La partie sud de la commune compte 4 sièges d'exploitation, dont un récent au lieu-dit « Les Grands Champs », également au lieu-dit du « Lavoir », où le bâtiment d'élevage donne directement sur les parcelles vierges d'urbanisation côté sud-ouest. Une ferme est présente dans le village des Villards. SERR11 se divise en deux sites avec, l'un, principal, au nord, qui donne directement sur le tènement des « Charmettes » et l'autre côté

sud, qui donne sur des parcelles reconnues pour leur très bonne qualité agronomique. Cette annexe abrite des animaux et est donc éligible aux distances de réciprocité. Le tènement côté sud devra être maintenu, ainsi que l'ouverture de la ferme côté nord. Même s'il ne compte qu'une seule exploitation, le village des Villards a une vocation agricole affirmée car :

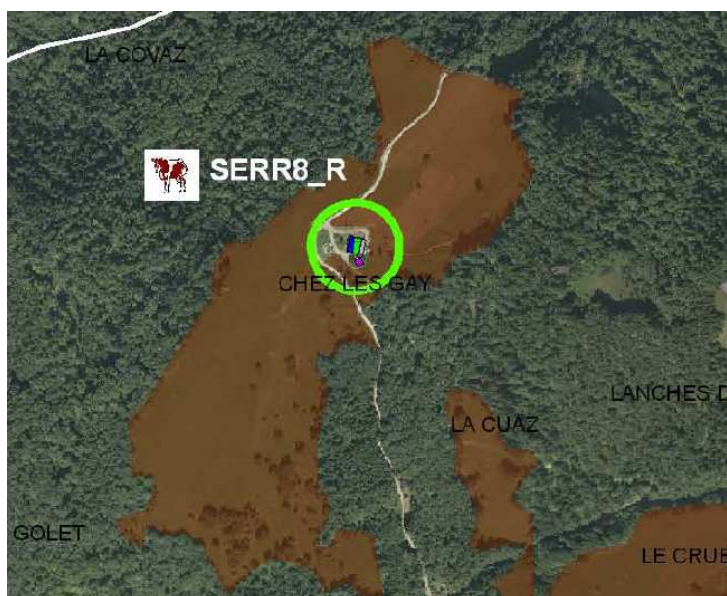
- ❖ Il abrite une exploitation avec deux sites qui entourent le village,
- ❖ Il fait le lien avec un des tènements les plus productifs de la commune (« Plan du Villaret »), côté sud,
- ❖ Il est traversé par des circulations agricoles sur un axe nord-sud, pour se rendre sur ledit tènement (il a fait l'objet de multiples partages lors des successions pour les calculs des parts car il s'agissait de terres de bonnes valeurs agricoles),
- ❖ Ses abords sont partagés par plusieurs exploitations dont quatre sont à proximité immédiate. Parmi ces 4, 2 sont de taille importante.

Photo aérienne 1 : Le Plan du Villard



Aussi, le hameau du Villard doit faire l'objet d'un traitement particulièrement attentionné car sa vocation avec l'agriculture est affirmée.

► Le secteur « Chez les Gay » :



L'exploitation est bien isolée du bâti. Elle est de petite taille. Un même bâtiment accueille plusieurs fonctions. Elle donne directement sur un tènement préservé de l'urbanisation et qu'il convient de maintenir tel qu'il est aujourd'hui.

► Le secteur « Chez les Gay » :

Cette exploitation agricole est spécialisée dans la culture du fourrage et ne présente donc pas de limites de réciprocité. L'article L111-3 du code rural ne s'applique donc pas. Néanmoins, pour le fonctionnement de l'exploitation (circulation des engins par exemple), il conviendra de confirmer la situation actuelle.



3.4 Comment préserver l'agriculture ?

3.4.1 Prendre en compte les sites d'implantation des exploitations agricoles

Les exploitations agricoles génèrent des gênes, du fait de leur activité, notamment celles d'élevage. De même, la proximité avec les habitations rend quotidiennement le travail des agriculteurs difficile. De fait, il a été instauré des mesures de protections autour des fermes. L'article L111-3 du Code Rural (principe dit « de réciprocité ») instaure des distances allant de 50 à 100 mètres autour des bâtiments. Les exploitations d'élevage sont toutes régies, soit par le Règlement Sanitaire Départemental (RSD) et par la réglementation régissant les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Dans le premier cas, seuls les bâtiments d'élevage sont soumis aux distances. Dans le second cas, les bâtiments d'élevage ainsi que leurs annexes techniques (élevage + stockages) (voir annexe 6 pour le tableau des distances de réciprocité).

Les statuts juridique et sanitaire des exploitations ne sont pas figés dans le temps. Il est vivement recommandé de maintenir une distance supérieure à 100 mètres autour des bâtiments agricoles, lorsque cela est possible. En effet, le cheptel d'une ferme peut s'agrandir et donc l'exploitation passer d'un statut RSD à ICPE et, par conséquent, accroître la distance réglementaire d'éloignement de 50 à 100 mètres. Néanmoins, la Chambre d'Agriculture préconise de maintenir des distances supérieure à celles réglementaires pour maintenir des possibilités d'évolutions et de reprises.

Aussi, le PLU devra inscrire les bâtiments agricoles en zone A afin de permettre leur évolution. Les secteurs de délocalisation potentiel doivent également être inscrits en zone A afin de les rendre possible.

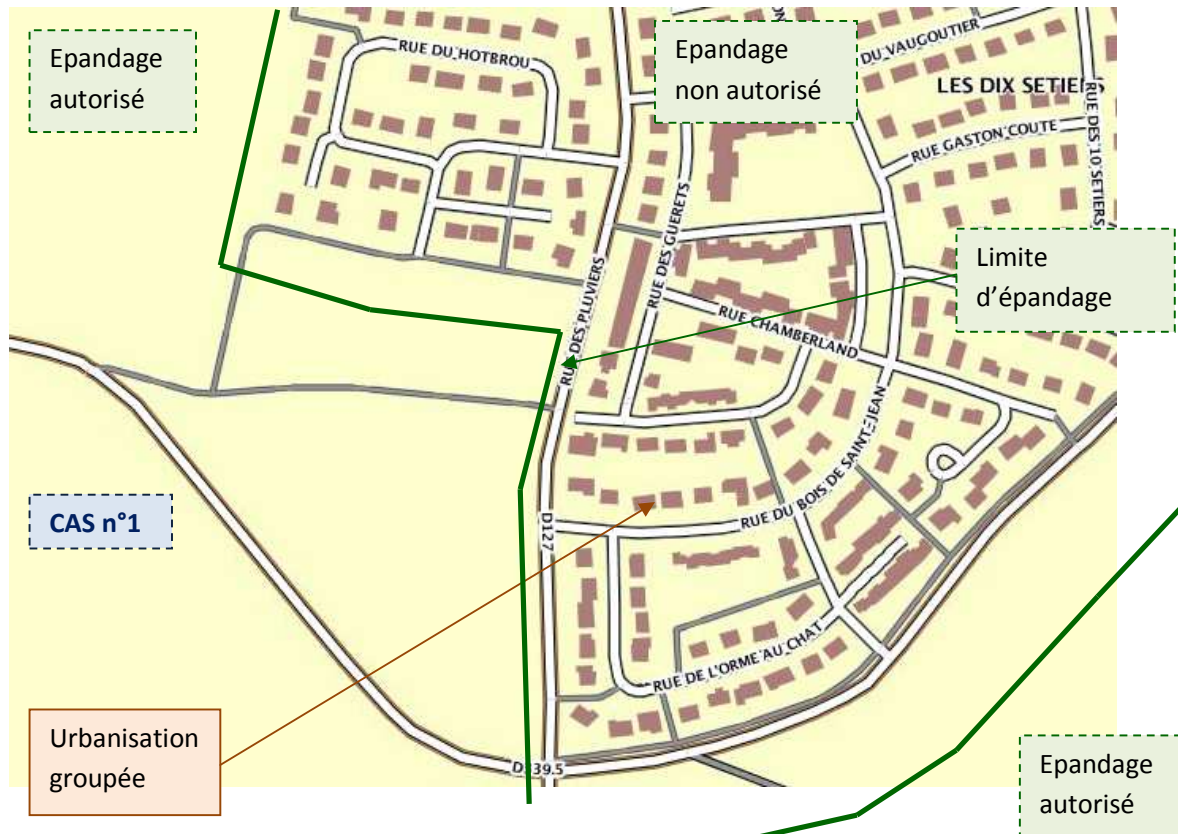
3.4.2 Faciliter les pratiques agricoles

Les documents d'urbanisme constituent des outils qui permettent de faciliter les pratiques agricoles. Ces pratiques concernent les fonctions quotidiennes des exploitations (entrées et sorties, traversées, circulations, épandage des effluents, projets de construction de bâtiments techniques...).

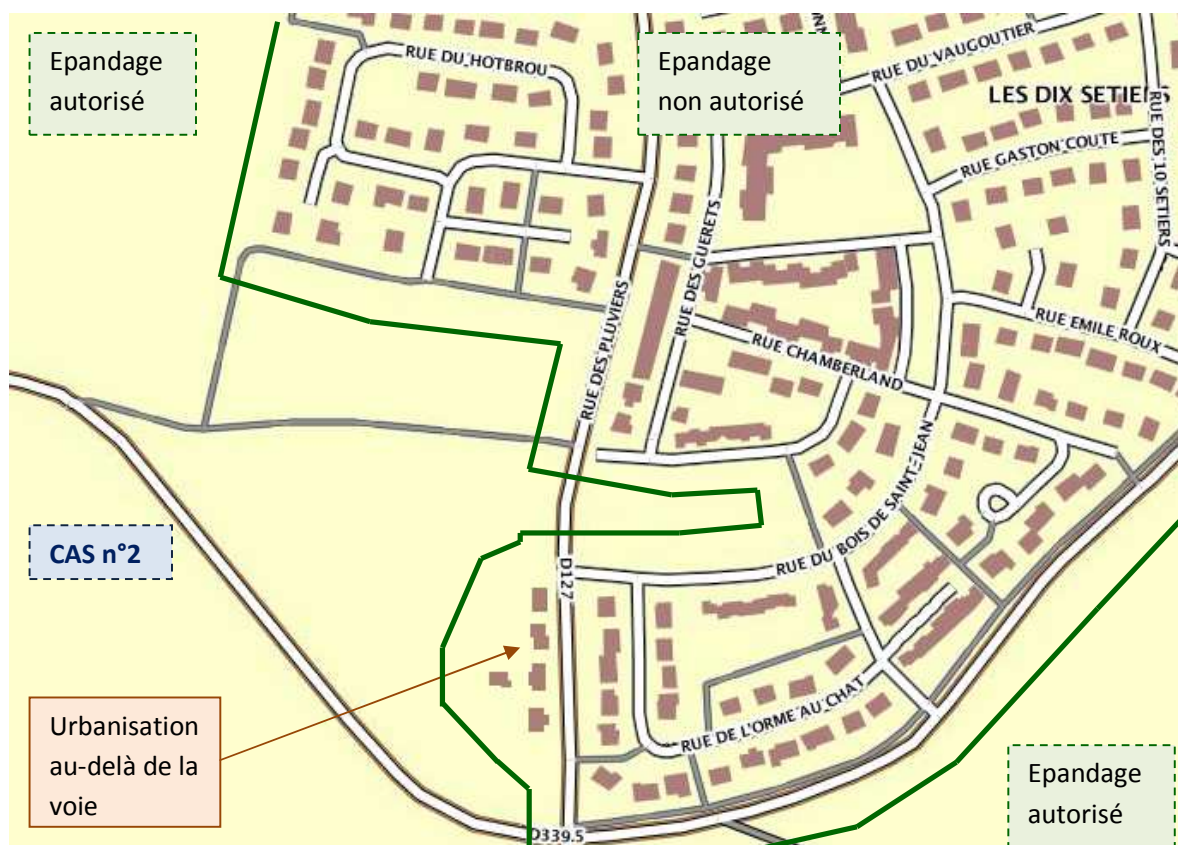
En premier lieu, la protection d'un angle d'ouverture autour de la sortie des exploitations. L'angle considéré comme optimal est de 120° au minimum, soit un tiers du rayon autour de la ferme. En effet, lorsque cela est possible, maintenir cet angle facilite les conditions d'exploitations, l'évolution et limite les gênes actuelles et futures pour les tiers.

En outre, des surfaces d'un seul tenant et cohérentes permettent notamment aux agriculteurs d'épandre leurs effluents d'élevage (fumiers, lisiers), tout en limitant les nuisances. L'existence ces grands tène-

ments (par opposition à une multitude de parcelles isolées), facilite également les autres travaux agricoles (récolte du foin ou des céréales, travail du sol...). Dans la mesure où il existe des limites⁹ d'épandage à partir des constructions existantes (en fonction du type d'effluent, du mode d'enfouissement, du type d'exploitation...), l'homogénéité des formes urbaines contribue à économiser des surfaces agricoles d'épandage. De la même façon, la pression foncière concernant les épandages s'en retrouve atténuée.

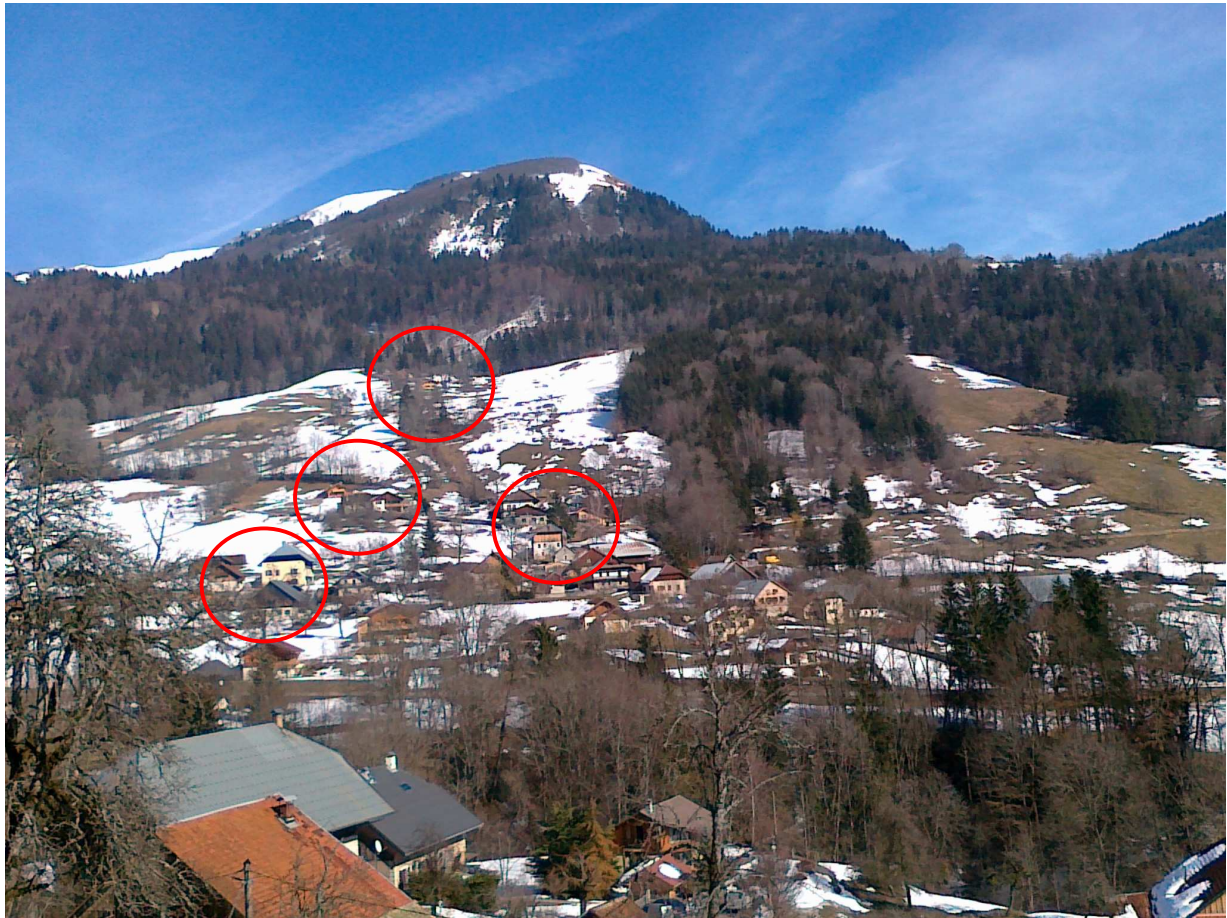


⁹ De 35 mètres (à partir des constructions existantes, de leur bâti) pour des exploitations soumises au RSD et de 100 mètres pour celles soumises au régime des ICPE.



Les croquis simplifiés précédant montrent la perte de surfaces épanageables en fonction des formes d'urbanisation et les formes non rectilignes qui peuvent être engendrées. Dans le cas n°2, l'urbanisation de l'autre côté de la voie crée une surface non épanageable importante et donc réduit celle épanageable ce qui rajoute donc la pression sur les autres terres. **Aussi, la forme de l'urbanisation et sa répartition sont des éléments importants à prendre en compte lors de l'aménagement de nouveaux secteurs constructibles.**

Photo 11 : le mitage de l'urbanisation conduit à des difficultés d'épandage à Serraval



Vers le Moulin de l'Hermite

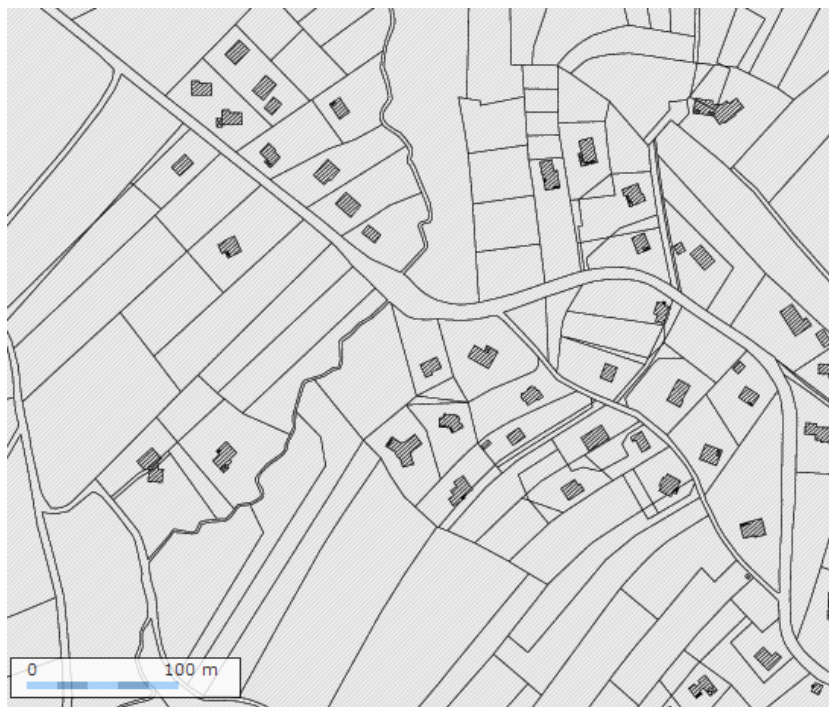
Ces trente dernières années, des maisons individuelles sont venues s'implanter sans continuités avec le bâti urbain. Cela a contribué à conserver des surfaces agricoles entre ces différentes maisons qui sont devenues très compliquées d'exploiter pour les agriculteurs. Au-delà des gênes occasionnées, cela rend le travail plus difficile, long et coûteux.

La consommation foncière doit être limitée. Cela a été rappelé par les lois Grenelles I et II de 2008 et 2010. Elles ont, par exemple, donné comme objectifs de diviser par 2 la consommation d'espace annuelle.

La loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010 a mis en place les Commissions Départementales de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) pour évaluer la consommation d'espaces agricoles. En Haute-Savoie, tout PLU doit passer devant la dite-commission après arrêt du projet. **L'avis émis est considéré comme simple, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de contraintes particulières mais cette structure, composée des services de l'état, de représentants des maires, de la Chambre d'Agriculture, etc., vient compléter un dispositif encadrant la consommation des espaces.**

Cet exemple est classique d'une urbanisation non maîtrisée et au coup par coup.

Les espaces sont déstructurés par une urbanisation linéaire et consommatrice d'espace par habitation. Des dents creuses se forment entre les habitations, qui rendent les pratiques agricoles difficiles et font reculer les limites d'épandage. De même, cela accentue les problèmes de voisinages entre la proximité des maisons et les contraintes d'exploitations.



Carte 1 : une urbanisation de type linéaire (source : Géoportail)



Carte 2 : une urbanisation de type pavillonnaire (source : Géoportail)

Cet exemple d'urbanisation récente au côté immédiats de celle, ancienne, du hameau central est caractéristique des cas rencontrés dans les communes périurbaines.

L'urbanisation pavillonnaire est, dans ce cas, fortement consommatrice d'espace avec des voies centrales, des aires de demi-tour car voies en impasses, des espaces en parc au centre des lotissements. Nous sommes, ici, dans une moyenne d'environ 10 logements à l'hectare.

Des solutions moins consommatrices d'espaces peuvent être prises en favorisant la mixité fonctionnelle et typologique du bâti, en mutualisant davantage les espaces verts et ceux de stationnement. Au niveau pavillonnaire, il est possible d'atteindre 15 logements à l'hectare sans pour autant créer des atmosphères de surdensité et en valorisant le cadre environnant. Il est tout à fait possible d'envisager du petit collectif, ou habitat intermédiaire, qui s'intégrerait très bien à Serraval.

La circulaire de mise en place, en date du 9 février 2012, est disponible au lien suivant, sur le site de Légifrance : http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2012/02/cir_34622.pdf

3.4.3 Protéger les espaces agricoles et donner les moyens à l'activité de se développer

Différents outils existent pour protéger les espaces agricoles. Ils sont d'ordres réglementaires ou d'appuis au développement. De prime abord, ils doivent être reconnus juridiquement dans les documents d'urbanisme. Depuis la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (13 décembre 2000), ils disposent de leur propre zonage dans les PLU (zone A), qui peut être décliné en fonction de spécificités particulières (zones strictes, sans aucune construction admise, etc.). La zone A des PLU peut-être déclinée en fonction des enjeux économiques (zone A¹⁰), paysagers et patrimoniaux, viticole (Av), Alpage (Aalp), agricole supportant une activité de sport d'hiver (As)... Chaque type de zone est soumis à un règlement qui peut être plus ou moins stricte sur les constructions/aménagements autorisés de bâtiments agricoles. Il convient d'être très prudent quant à leur utilisation car ils peuvent avoir des conséquences économiques sur les exploitations. En effet, l'utilisation d'une zone Ap rend le secteur inconstructible pour les agriculteurs. Les zones Ap doivent donc être employées dans des endroits, des sites bien définis et qui justifient un classement inconstructible.

Les DOG¹¹ des SCoT peuvent identifier des zones à enjeux agricoles et définir des prescriptions visant leur protection, déclinées dans le cadre des PLU. A noter que le SCoT Fier Aravis a été approuvé en 2011 et est donc opposable. Le SCoT a défini des tènements agricoles stratégiques. Il comprend également des prescriptions concernant la protection des sites d'implantations des exploitations agricoles. **Le PLU de Serraval devra donc être compatible avec ses orientations et devra notamment respecter les tènements agricoles stratégiques qui y sont définis.**

¹⁰ Seule la zone A doit conserver strictement cette appellation. Les déclinaisons sont au libre choix.

¹¹ Depuis la loi du 12 juillet 2010, les Documents d'Orientations Générales portent le nom de Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), pour inclure des objectifs de consommation d'espace, notamment. Les anciens DOG restent d'actualité tant que le SCoT n'a pas été mis en révision.

3.4.4 Des outils spécifiques

Des outils de protections spécifiques existent comme, par exemple, la Zone Agricole Protégée (ZAP). Créée par la Loi d'Orientation Agricole de 1999, elle est applicable indépendamment des documents d'urbanisme et permet de protéger, dans le long terme, un parcellaire agricole donné. Les superficies ne sont pas limitées et peuvent varier pour des espaces soumis à une pression foncière importante.

Une ZAP peut être un outil adapté à certaines situations périurbaines mais il demeure utilisable par tout type de territoire, y compris dans un contexte intercommunal.

Des outils de protection mêlant protection foncière et développement existent également. Le dernier en date, les PENAP¹², a été institué par la Loi sur le développement des territoires ruraux de 2005. Il définit un périmètre sur lequel seront mises en place les mesures de protection et de développement (qui ne s'appliquent que sur les zones A et N des PLU des communes concernées). Le PENAP permet de mettre en place un programme d'actions sur ces espaces pour contribuer à leur développement.

Des opérations plus ponctuelles, lors de projets divers, permettent de proposer un programme pluriannuel d'actions en faveur du développement agricole ou de réorganisations foncières (échanges à l'amiable, médiations...).

Concernant les surfaces d'alpages, des outils existent, comme l'Association Foncière pastorale (AFP). L'AFP est une Association Syndicale regroupant des propriétaires de terres agricoles ou pastorales ainsi que des terrains boisés ou à boisier situés en zone de montagne ou en zone d'économie pastorale et extensive. L'AFA est la même chose pour les propriétaires de terres agricoles ou pastorales ainsi que des terrains boisés ou à boisier non situés en zone de montagne. L'AFP (ou l'AFA) autorisée est un établissement public constitué sous le contrôle du Préfet ; elle dispose de prérogatives de puissance publique pour exécuter des travaux d'utilité générale et est soumise aux règles de la comptabilité publique.

► Des outils spéciaux existent en parallèle du PLU – Liens complémentaires (voir annexe 5)

3.4.5 Organiser les dessertes et prendre en compte les circulations agricoles

Les nouvelles constructions ou programmes d'aménagement peuvent parfois couper les accès à des parcellaires agricoles qui ne sont pas concernés par les projets. Il convient de bien identifier en amont, lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, les accès utilisés par les agriculteurs, notamment dans ou à proximité des bourgs et des hameaux.

¹² PENAP : Périmètre de protection des espaces naturels et agricoles périurbains, appelés également PAEN.

De la même manière, la révision et l'élaboration des documents d'urbanisme est l'occasion de faire un point sur les difficultés rencontrés quotidiennement par les agriculteurs (entretien des routes, des équipements d'alpage, des difficultés de croisement, sur la présence de chicanes, dos d'âne, sur l'utilisation des réservoirs en eau, des schémas de circulation...).

Les futures OAP du PLU devront prévoir les accès pour les parcelles au-delà.

3.5 Les éléments de synthèse

Serraval s'inscrit dans un contexte pédo-climatique qui est adapté à des activités agricoles d'élevage. L'agriculture est soumise à une forte pression foncière et a besoin de surfaces. En outre, la valorisation du lait pour la transformation fromagère en AOP rend indispensable des pratiques de productions extensives. Les surfaces sont également soumises à des obligations contractuelles du fait de la politique agricole commune, liant davantage les exploitants à leurs terrains.

De manière générale, les exploitations d'élevage sont réparties de façon équilibrée dans le territoire communal. Cela se retrouve, en lien avec l'activité dominante d'élevage, dans les surfaces de proximité, qui sont très importantes dans la synthèse des espaces agricoles à enjeux.

La distance avec les tiers est parfois très proche des bâtiments agricoles mais ils disposent, dans l'ensemble, de capacités d'évolution. De même, les angles d'ouvertures sont assurés.

Il conviendra néanmoins, dans le cadre de l'élaboration du PLU, de maintenir ces conditions d'exploitations et d'être particulièrement vigilant sur la consommation des surfaces et de la localisation des projets urbains au regard de la position des sièges d'exploitation et de leur annexes.

4. Table des annexes

Annexe 1 : Localisation des produits agricoles sous signe de qualité

Annexe 2 : Article L111-3 du Code rural dit « Principe de réciprocité »

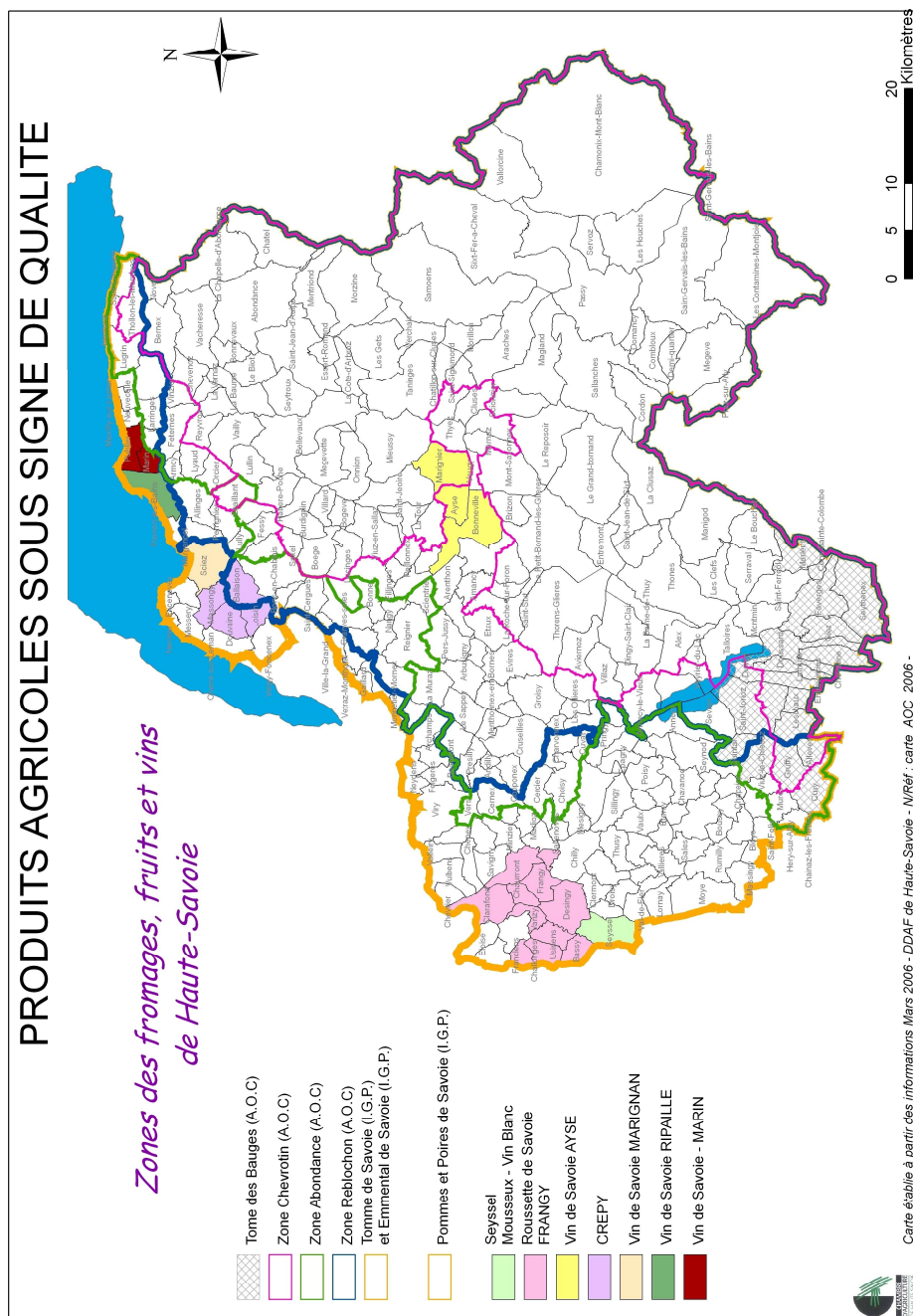
Annexe 3 : Les clôtures

Annexe 4 : Définition d'une exploitation agricole professionnelle

Annexe 5 : Les outils spéciaux pour l'agriculture en parallèle du PLU

Annexe 1

Localisation des zones de produits agricoles sous signe de qualité¹³



¹³ AOP Reblochon, AOP Abondance, IGP Tomme de Savoie, IGP Emmental de Savoie, AOP Crépy, IGP Pommes et Poires de Savoie.

Annexe 2

Article L111-3 du code rural dit principe de « réciprocité »

Le Code Rural, par les dispositions de l'article L111-3, impose des distances de réciprocité entre les habitations et les bâtiments agricoles soumis à des distances de recul (notamment bâtiments d'élevage)

Article L111-3 :

« Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes. »

« Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement. »

« Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations. »

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa. »

« Il peut être dérogé aux règles du premier alinéa, sous réserve de l'accord des parties concernées, par la création d'une servitude grevant les immeubles concernés par la dérogation, dès lors qu'ils font l'objet d'un changement de destination ou de l'extension d'un bâtiment agricole existant dans les cas prévus par l'alinéa précédent. »

La distance de recul imposée par le règlement sanitaire départemental (ce n'est pas la réciprocité ça ! La réciprocité concerne un immeuble habituellement occupé par des tiers qui devrait s'implanter à proximité d'un bâtiment agricole) est de **25 mètres** pour les bâtiments d'élevage renfermant les animaux dans les cas suivants :

- Elevages avicoles et cunicoles de plus de 50 animaux de plus de 30 jours,
- Elevage porcin de moins de 10 animaux.

La distance de recul est de **50 mètres** pour les bâtiments d'élevage renfermant les animaux dans les cas suivants :

- Elevage bovin de moins de 50 vaches laitières,
- Elevages avicoles et cunicoles de plus de 500 animaux de plus de 30 jours,
- Elevage porcin compris entre 10 et 49 bêtes,

- Elevages ovins, caprins et équins quelque soit le nombre de têtes dans le troupeau.

La distance de recul est de **100 mètres** pour les bâtiments d'élevage renfermant les animaux dans les cas suivants :

- Elevage bovin de plus de 100 vaches laitières,
- Elevage porcin de plus de 50 unités.

Tableau 8 : les distances d'éloignements des bâtiments d'élevage par rapport aux tiers

ELEVAGES	REGLEMENTATION	DISTANCES
Vaches Laitières (VL)		
< 50 VL	Règlement Sanitaire Départemental	50 m
50 à 100 VL	Installation Classée soumise à Déclaration	100 m
101 à 150 VL	Installation Classée soumise à Déclaration avec contrôles périodiques	
151 à 200 VL	Installation Classée soumise à Enregistrement	
> 200 VL	Installation Classée soumise à Autorisation	
Vaches allaitantes		
< 100 VA	Règlement Sanitaire Départemental	50 m
> ou égal à 100 VA	Installation Classée soumise à Déclaration	100 m
Veaux de boucherie		
< 50 veaux	Règlement Sanitaire Départemental	50 m
50 à 200 veaux	Installation Classée soumise à Déclaration avec contrôles périodiques	100 m
201 à 400 veaux	Installation Classée soumise à Enregistrement	
> 400 veaux	Installation Classée soumise à Autorisation	
Chevaux		
Jusqu'à 4	Pas réglementé	Pas de distances

A partir de 4	Règlement Sanitaire Départemental	50 m
Volailles		
< 5000 équivalent volailles	Départemental	50 m
5000 à 30 000 équivalent volailles	Installation Classée soumise à Déclaration	100 m
> 30 000 équivalent volailles	Installation Classée soumise à Autorisation	

Précision : Il convient de signaler que ces distances ne sont données qu'à titre indicatif et sous réserve de la modification de la réglementation applicable et de demande d'information complémentaire L'Agence Régionale de Santé (ARS), ex DDASS et DDSV, est chargée respectivement de la mise en application du RSD et de la réglementation des Installations classées, c'est la Direction Départementale de Protection des Populations (DDPP) qui est compétente aujourd'hui.

Annexe 3

Les clôtures (article L444-3 du Code de l'Urbanisme)

L'édification de clôture est subordonnée à une déclaration préalable ; à ce titre, et en application de l'article L441-3 du code de l'Urbanisme, l'autorité compétente en matière d'autorisation de construire peut s'opposer à la réalisation de clôture ou de tout aménagement en tenant lieu, le long de toutes les voies de circulation, où émettre des conditions particulières concernant la nature et le positionnement de cet aménagement par rapport aux emprises publiques et aux voies, lorsqu'il est susceptible de faire obstacle à la libre circulation des piétons ou de créer une gêne pour la circulation, notamment d'engins agricoles, d'entretien ou de sécurité.

En tout état de cause, des prescriptions particulières pourront être imposées quant à la nature et à la hauteur totale des éléments de clôture, lorsqu'elles seront justifiées par la nécessité de préserver la visibilité à proximité des carrefours et intersections de toutes vies privées et publiques ouvertes à la circulation.

Annexe 4

Définition d'une exploitation agricole professionnelle¹⁴

PROPOSITION DE TEXTE A INSERER EN ANNEXE DU RAPPORT DE PRESENTATION

Zone Montagne & déprise

Afin de préserver les espaces naturels et ruraux, la zone agricole est par nature inconstructible. Cependant des dérogations pourront être accordées si les constructions **sont jugées indispensables à l'activité agricole, et justifiées par les impératifs de fonctionnement de l'exploitation.**

Les caractères de «**justifié et indispensable**» seront **appréciés par rapport aux critères de l'exploitation agricole telle que définie ci-après :**

- Unité économique dirigée sous forme individuelle ou collective ayant une activité de production agricole correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal, générant des revenus professionnels,
- **Et détenant**
 - des bovins (équivalent 10 UGB)
 - ou 25 chèvres laitières - ou 25 brebis laitières avec transformation du lait sur l'exploitation
 - ou 50 brebis-mères.
- **Et justifiant d'une exploitation au moins égale à une ½ SMI dans un rayon de 5 km du lieu d'implantation du siège d'exploitation (application des coefficients d'équivalence et prise en compte des alpages collectifs).**
- A défaut de justifier des seuils précédents (cheptel et surface) :
 - Retirer plus de **50 % de son revenu total, du revenu agricole ou consacrer plus de 50 %** de son temps de travail à l'activité agricole.
- **Et justifiant de pérennité/viabilité ;**

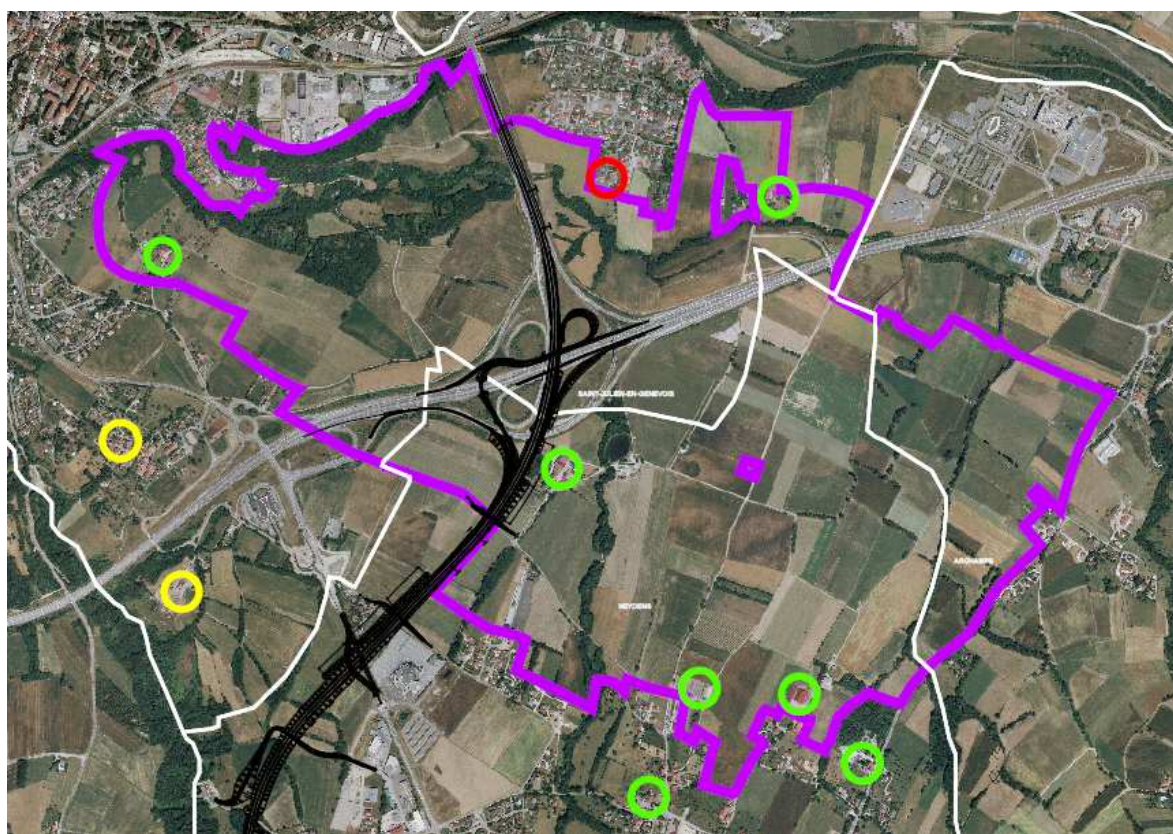
L'appréciation de ces critères, ainsi que les cas particuliers (limites de seuils ou de critères, valorisation des productions, diversifications, activités dans le prolongement de l'activité agricole, productions ou élevages spécifiques, etc.) feront l'objet d'un examen par les services compétents (DDAF et groupes locaux aménagement lorsque la Chambre d'Agriculture est saisie pour avis).

¹⁴ Définition issue de la Commission d'Orientation de la chambre d'agriculture. Cette définition sert de support afin de considérer un exploitant comme étant professionnel et donc comme vivant de son activité. Elle est utile dans les cas de constructibilité en zone A des PLU, notamment.

Annexe 5

Les outils spéciaux pour l'agriculture, en parallèle du PLU

Carte 3 : l'exemple de la ZAP du Genevois



Voir une fiche de présentation des Associations Foncières Pastorales ci-après

**FICHE-OUTIL
A.F.P. ou
A.F.A.**

*Origine législative
et réglementaire*

Statut - composition

***L'Association Foncière Pastorale Autorisée
(et l'Association Foncière Agricole Autorisée)***

Les Associations Foncières Autorisées sont régies par la loi du 21 juin 1865 relative aux Associations Syndicales. Cette loi prévoit la réalisation de travaux et d'ouvrages en vue de la protection des sols et l'amélioration d'aménagement à caractère public. Le décret du 18 décembre 1927 vient compléter cette loi en prévoyant les modalités précises de constitution, de gestion courante et de dissolution des Associations Syndicales. La loi du 3 janvier 1972 prévoit la création d'Associations Syndicales (A.F.P.) ayant une destination à dominante pastorale et accessoirement forestière et touristique dans les régions d'économie montagnarde.

Actuellement, les Associations Foncières Autorisées sont régies par les articles L 135.1 à L 136.13 et les articles R 135-1 à R 136-11 du code rural ainsi que par l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et par son décret d'application n° 2006-504 du 3 mai 2006.

L'A.F.P. est une Association Syndicale regroupant des propriétaires de terres agricoles ou pastorales ainsi que des terrains boisés ou à boiser situés en zone de montagne ou en zone d'économie pastorale et extensive.

L'A.F.A. est la même chose pour les propriétaires de terres agricoles ou pastorales ainsi que des terrains boisés ou à boiser non situés en zone de montagne.

L'A.F.P. (ou l'A.F.A.) autorisée est un établissement public constitué sous le contrôle du Préfet ; elle dispose de prérogatives de puissance publique pour exécuter des travaux d'utilité générale et est soumise aux règles de la comptabilité publique.

Objet principal :

Les A.F.P. ou l'A.F.A. assurent ou font assurer :

- l'aménagement, l'entretien et la gestion d'ouvrages collectifs permettant une bonne utilisation des fonds inclus dans leur périmètre (ex. pistes d'accès, ...)
- les travaux nécessaires à l'amélioration ou la protection des sols
- la mise en valeur et la gestion des fonds inclus dans leur périmètre (à vocation agricole, pastorale ou boisés/à boiser)

L'A.F.P. ou l'A.F.A. confie généralement ces travaux à des tiers, en louant les terrains à un groupement pastoral ou autres personnes physiques ou morales.

Objet accessoire :

Les A.F.P. ou A.F.A. peuvent autoriser ou réaliser des équipements à des fins autres qu'agricoles ou forestières mais de nature à contribuer au maintien de la vie rurale et des actions tendant à la favoriser, sous réserve d'en confier la gestion à des tiers (ex. exploitation d'un remonte-pente, piste VTT, gîte d'accueil....)

Procédure

Le Préfet, par arrêté, ordonne l'ouverture d'une enquête sur le projet de statuts de l'association et organise à l'issue de l'enquête une consultation des propriétaires sur son projet de création ; cette consultation intervient par écrit ou par réunion d'une assemblée générale constitutive.

Conditions de constitution

- **Pour l'A.F.P.**

. adhésion à l'association de la majorité des propriétaires représentant au moins 50 % de la surface des propriétés.

(remarque : si une collectivité territoriale est membre de l'association, la majorité qualifiée est acquise si cette collectivité et les adhérents à l'association possèdent au moins 50 % des superficies).

- **Pour l'A.F.A.**

. adhésion à l'association de la moitié au moins des propriétaires représentant les deux tiers au moins des terrains compris dans le périmètre de l'association ou les deux tiers au moins des propriétaires représentant la moitié au moins des terrains.

(remarque : lorsqu'une ou plusieurs collectivités territoriales participent à la constitution de l'association, la majorité qualifiée est acquise si cette collectivité et les adhérents à l'association possèdent au moins les deux tiers de la superficie de ces terres).

. engagement de l'association ou d'un propriétaire des terrains dans le périmètre ou à défaut, d'un tiers d'acquérir les biens délaissés (les propriétaires qui refusent d'adhérer à l'A.F.P. ou à l'A.F.A. ont la possibilité de délaissé leurs biens moyennant indemnité).

- l'A.F.P. autorisée engage les travaux selon la règle des 50 % de propriétaires représentant 50 % de la surface pour l'objet principal. Pour les travaux concernés par l'objet accessoire, il faut l'accord des deux tiers des propriétaires représentant les deux tiers de la surface.
- l'A.F.A. autorisée peut engager tous travaux (qu'ils soient concernés par l'objet principal ou accessoires) selon la règle des 50 % de propriétaires représentant 50 % de la surface.

Recettes de l'A.F.P. ou de l'A.F.A.

1. Cotisations des adhérents (redevances syndicales)

Elles sont recouvrées dans les formes de contributions directes (rôles de recouvrement) ; le receveur nommé par le Préfet est chargé de poursuivre la rentrée des taxes, revenus et sommes dues à l'association. Peu d'Associations Foncières Autorisées en Savoie prélèvent des cotisations syndicales.

(remarque : le Préfet peut, par arrêté, autoriser le retrait du périmètre d'un bien qui a perdu sa vocation agricole ou pastorale – ou forestière – à l'occasion par exemple d'une révision de P.L.U. ; le propriétaire reste toutefois redevable des charges et cotisations attachées au fond retiré).

2. Aides publiques

- aide au démarrage (Etat) : une part fixe de 4 573 € (surface > 50 ha) et une part variable en fonction de la surface du périmètre (à partir de 50 ha) : 2 286 à 6 097 €..La part fixe est généralement utilisée pour réaliser l'animation et la constitution du dossier soumis à l'enquête publique.

- aides au fonctionnement (collectivités territoriales) : aides pour l'entretien de l'espace.

3. Autres ressources

Dons et legs, revenus des biens immeubles et meubles de l'association, etc...

Répartition des dépenses

Les dépenses afférentes aux travaux sont réparties entre propriétaires selon l'intérêt des travaux pour chacune des zones agricole et forestière. Certains travaux de protection des sols peuvent être pris en charge par des collectivités territoriales non membres de l'A.F. avec une quote-part de dépenses fixée par arrêté préfectoral (donne lieu à une comptabilité distincte). La réalisation et la gestion des équipements dans le cadre de l'objet accessoire fait aussi l'objet d'états distincts de répartition de dépenses et d'une comptabilité distincte.

Répartition des recettes

Les recettes tirées de la mise en valeur pastorale ou forestière des biens des propriétaires sont réparties en fonction du degré de contribution de chaque propriété à la formation des recettes. Elles sont précédées d'un prélèvement correspondant aux frais de gestion de l'association.